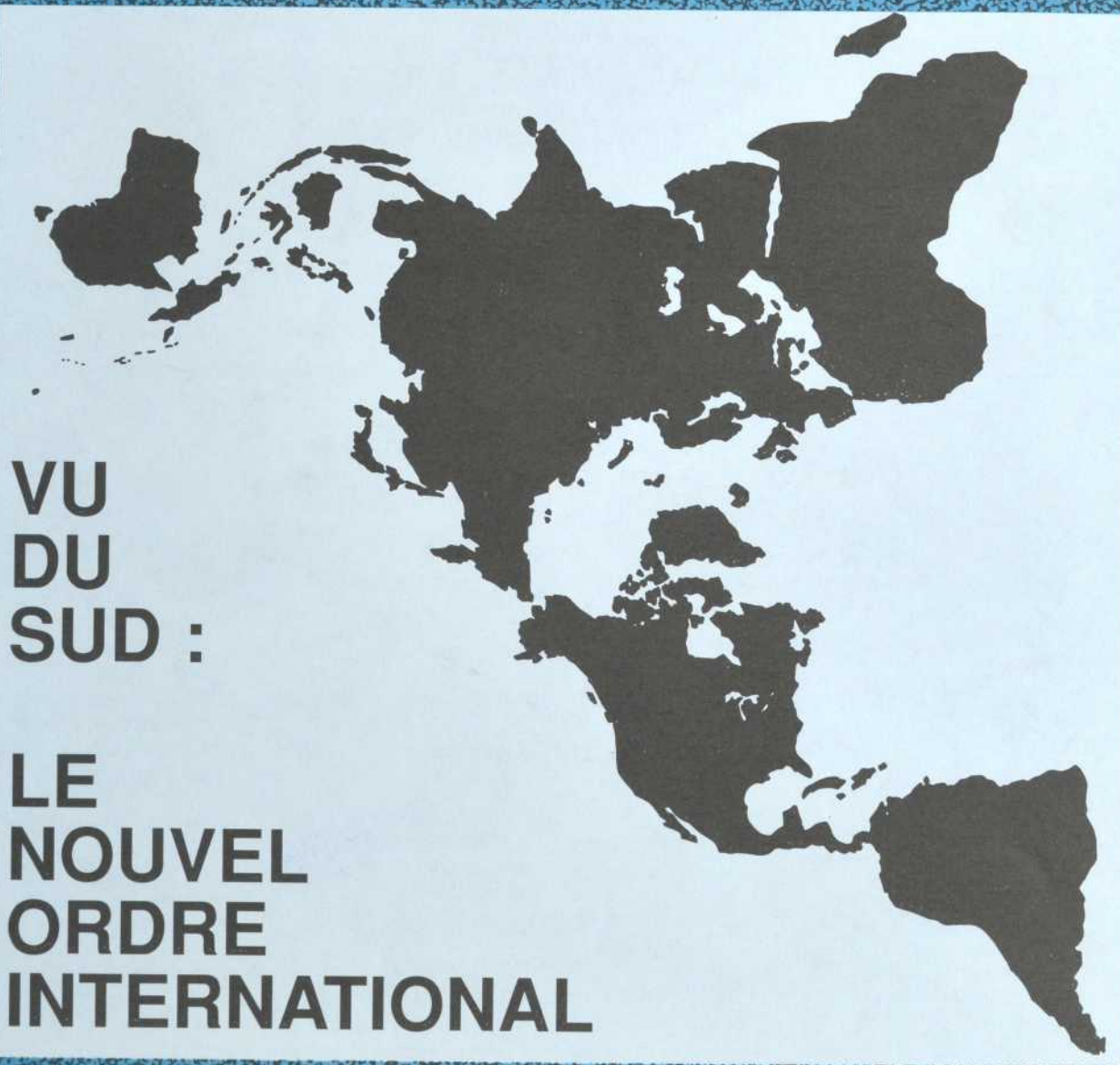


relations

1991 : 50 ans
de Relations

mai 1991 3,00\$ no 570



**VU
DU
SUD :**

**LE
NOUVEL
ORDRE
INTERNATIONAL**

450^e anniversaire de la Compagnie de Jésus



Chaque fois que je rencontre un de mes amis, professeur à l'UQAM, il me dit : « C'est vrai, Gisèle, il y en a de plus en plus de ces gens mal en point. » La dernière fois qu'il m'a fait cette remarque, nous essayions d'identifier, avec Centraide, les tendances sociales qui vont dessiner le visage de Montréal pendant les années 90. Nous apprenions, entre autres, qu'une forte proportion des emplois créés au Québec pendant les années 80 étaient des emplois à temps partiel et précaires ; c'est même une différence importante entre le Québec et l'Ontario, selon les statistiques.

Bien avant que des professionnels de la statistique n'étaient leurs données, des Jocistes ont dénoncé la situation fragile des jeunes acculés au provisoire. Le Mouvement des travailleurs chrétiens, à maintes reprises, a montré comment les nouvelles situations de travail et de chômage bouleversent l'itinéraire des travailleurs et de leurs familles. Plus largement, au Forum pour l'emploi (Montréal, novembre 1989), syndiqués et employeurs, mouvements sociaux et communautaires, universitaires et leaders politiques ont amorcé une démarche de concertation pour faire face aux transformations du travail. Que sont toutes ces voix devenues ?

Récemment, les évêques catholiques du Canada ont pris le relais. Ils se sont mis à l'écoute de beaucoup de monde, aussi bien des pêcheurs de Terre-Neuve que des porte-parole de l'arrière-pays québécois, et ils viennent de publier le rapport de leurs consultations sur la « crise du travail ». Une crise qui s'accroît au Canada, à même « un virage profond qui modifie la nature et les types d'emploi, qui fractionne et polarise à son tour la société ». Cette voix ne sera-t-elle qu'un cri de plus qui se perdra à son tour dans la course à la compétitivité ?

Si les coupures et les restrictions que nos gouvernements proposent devaient servir efficacement à créer des emplois socialement utiles et stables, une majorité de citoyens et citoyennes accepteraient sans doute de payer la note. J'en parlerai à mon ami économiste de l'UQAM...

Gisèle Turcot

relations

revue du mois publiée par le Centre justice et foi, sous la responsabilité d'un groupe de membres de la Compagnie de Jésus.

DIRECTRICE
Gisèle Turcot

SECRÉTAIRE À LA RÉDACTION
Fernand Jutras

ASSISTANT À LA RÉDACTION
Dominique Boisvert

COMITÉ DE RÉDACTION
Gregory Baum, Joseph Giguère, Julien Harvey, Roger Marcotte, François Moris-

sette, Guy Paiement, Jean-Paul Rouleau, Francine Tardif.

COLLABORATEURS

André Beauchamp, Michel Beaudin, Ginette Boyer, Marie-France Cyr, Richard Dubois, Pierre-André Fournier, Yves Lever, Marc Maeschalck, Annine Parent-Fortin, Jacques Racine, Jean-Pierre Richard, Nicole Riberdy, Maryse Robert, Henri Sader.

BUREAUX

25, rue Jarry ouest
Montréal H2P 1S6
tél.: (514) 387-2541

ABONNEMENTS
Hélène Desmarais

10 numéros (un an) : 20,35\$ (TPS incl.)
À l'étranger : 24,00\$
Abonnement de soutien : 50\$

Numéro d'enregistrement pour
fin de TPS : R119003952

Les articles de *Relations* sont répertoriés dans *Points de repères* et dans le *Canadian Periodical Index*, publication de Info Globe. Dépôt légal, Bibliothèque nationale du Québec.

ISSN 0034-3781

On peut se procurer le microfilm des années complètes de *Relations* en s'adressant à *University Microfilm*, Ann Arbor Michigan 48106, USA.

Courrier de la deuxième classe. Enregistrement no 0143.

face à l'actualité

Comment décider notre avenir ?
La sexualité en procès
Guerre et médias : qui profite de qui ?
Le budget fédéral des consommateurs

DIFFICILE DÉMOCRATIE

Rapport Bélanger-Campeau, rapport Allaire, rapport Spicer, référendum, sondages... Où se brancher ? Nos gouvernements semblent avoir peine à prendre des décisions au sein d'une société qui se veut et qui demeure, à mon avis, profondément démocratique malgré tout. Mais l'exercice du pouvoir politique, au sein de sociétés aussi complexes que les nôtres, représente un défi de taille où la transparence ne règne pas.

La démocratie directe n'existe plus depuis longtemps, étant remplacée par la démocratie représentative. Nous élisons des femmes et des hommes qui prennent les décisions de l'État à notre place. Ils peuvent prendre ces décisions sans plus, en suivant plus ou moins leurs promesses et leur programme. Mais étant donné la complexité des dossiers et des courants de pensée et l'ampleur des enjeux, ils sentent cependant le besoin de prendre le pouls de l'opinion publique ou encore de consulter formellement la population. En réalité, ces deux fonctions de sondage et de consultation sont assez différentes, même si certains acteurs cherchent à confondre les deux.

Avant de prendre une décision importante, un politicien surveille ses arrières. Il prend avis de ses proches, des membres du parti, des électeurs du comté, il lit les journaux (si on savait l'impact dévastateur de certains éditoriaux ou articles de journaux), observe ce qui « passe » dans les médias. Un ministre « consultera » aussi sa base, c'est-à-dire la clientèle qu'il dessert. Dans tout cela, rien que de très normal.

Plus inquiétante est la mode des sondages. Un sondage n'est pas d'abord l'expression de l'opinion publique, mais le portrait du sentiment public à un moment donné. Le sondage exprime davantage le niveau d'information reçue que l'opinion réelle, car à mon avis l'opinion se construit principalement à travers un débat et une controverse. Dans la main du politicien, le sondage devient vite un instrument de marketing. Il aligne sa décision sur le sondage et alors il redouble l'argument (« les sondages nous révèlent que les gens veulent ceci »), ou encore il se sert du sondage pour bien vendre sa marchandise. Le sondage devient simplement un moyen stratégique.

Plus intéressantes sont les formules de participation active, au moyen de commissions (parlementaire, d'audiences, d'enquête), de groupes de travail accessibles au public, de consultations formelles. Quand ce travail est bien mené, on est devant une consultation véritable : un débat qui permet l'émergence de toute l'information disponible, et une controverse qui permet l'émergence des valeurs et des motivations profondes, et donc des enjeux.

Il y a bien sûr des conditions éthiques nombreuses et impérieuses pour que l'exercice ait du sens : accès à toute l'information, processus clair, rigoureux et transparent, délais raisonnables, compétence, crédibilité et neutralité des enquêteurs (c'est ce qui rend souvent les commissions parlementaires si vides de sens, les membres préférant la joute politique à l'étude

du dossier et à la recherche des faits), rapport public officiel, engagement de l'autorité à respecter le processus établi, etc. Naturellement, ces formules de participation intensive ne rejoignent qu'une infime partie de la population. Mais la minorité qui s'y intéresse est en général plus informée et plus motivée sur les questions étudiées que l'ensemble de la population et joue un rôle de leader d'opinion.

Dans cette foulée et à un niveau beaucoup plus large, j'estime que la formule référendaire est très intéressante, puisqu'elle cerne un enjeu clair et qu'elle prévoit une longue période d'information et de débat avant le vote par tous. Le référendum s'apparente à la démocratie directe. Sauf qu'au référendum de 1980, le fédéral a triché tant qu'il a pu avec les règles du jeu.

L'exercice de la démocratie exige, pour de multiples raisons, une exploration large de processus complémentaires aux simples élections. La tendance innée de tous nos gouvernants

est de s'en tenir à des sondages pour flatter le peuple¹. La militance des citoyens et des groupes devrait valoriser les processus réels de participation et dénoncer les entreprises de maquillage. La démocratie n'est jamais acquise. Il faut s'en rendre digne. D'où un devoir constant de vigilance. ■

André Beauchamp

1. La tendance à « gouverner par sondages » semble beaucoup plus accentuée en Amérique du Nord qu'en Europe. Encore qu'il faille distinguer les sondages publics des sondages privés (la majorité), qui sont beaucoup plus importants et plus insidieux.

LES ABUS SEXUELS DU CLERGÉ

Qu'il soit commis par un père, un psychologue, un médecin, un professeur, un mari ou un religieux, tout abus sexuel est inacceptable. Inacceptable, parce que dans l'immense majorité des cas, les victimes seront marquées à jamais : leur sens de l'intégrité personnelle, leur estime de soi et leur confiance dans les autres resteront terriblement diminués ; leur agressivité et leur colère, contre les autres mais aussi contre elles-mêmes, s'amplifieront, menant, trop souvent, à des comportements auto-destructeurs. Et si les victimes d'abus sexuels sont encore des enfants, les conséquences peuvent être encore plus catastrophiques, puisque c'est tout leur développement, physique, psychologique et social, qui s'en trouve directement affecté. On ne le répétera donc jamais assez : les victimes d'abus sexuels, et tout particulièrement les jeunes victimes, méritent compréhension, compassion et, dans la mesure du possible, elles ont également droit à ce que justice soit faite.

Ceci étant affirmé, il importe, devant la nouvelle vague d'accusations d'abus sexuels portées contre des religieux (ou d'ex-religieux), de comprendre en quoi les abus commis par des membres du clergé ressemblent ET en quoi ils diffèrent des autres abus sexuels¹. Il s'agit là, à mon avis, d'une étape essentielle pour être en mesure d'apporter aux victimes d'abord, mais aussi aux coupables, le support dont tous ont besoin.

Qu'ils soient religieux ou non, le profil des abuseurs d'enfants reste sensiblement le même. Dans plus de 80 % des cas rapportés, les enfants connaissent les abuseurs et ceux-ci exercent souvent une autorité légitime sur leurs victimes. On sait aussi maintenant que les abus sexuels sont beaucoup plus fréquents dans les milieux fonctionnant en vase clos, où la communication est difficile et où règne la loi du silence. Les études ont également montré qu'en amenant, par la force ou la persuasion, des enfants dont ils sont responsables à satisfaire leur appétit sexuel, les personnes qui commettent de tels abus révèlent tout autant leur manque de maturité émotionnelle que leur besoin d'exercer leur domination sur autrui. De fait, les abus sexuels sont toujours des abus de pouvoir. Selon toutes les données disponibles, les abuseurs peuvent être homosexuels ou hétérosexuels, mariés ou célibataires, pères de famille ou sans enfant. Si l'on veut s'interroger sur le statut matrimonial des abuseurs, il faudra donc remettre en question non seulement le célibat du

clergé mais aussi le mariage et la paternité tels que nous les connaissons...

Toutefois, si les abus commis par des membres du clergé ressemblent à bien des égards à ceux commis par d'autres catégories d'abuseurs, ils ne s'en distinguent pas moins par le caractère spécifique de l'institution religieuse qu'est l'Église catholique et, en particulier, par le rôle qu'elle confère à son clergé.

L'Église est une institution qui se proclame d'origine spirituelle et qui se propose de donner un sens à toute la vie humaine. Dans nos sociétés, c'est aussi l'institution qui prône le plus vigoureusement de très hautes exigences en matière de morale sexuelle, celle qui condamne la contraception, les relations pré-nuptiales, etc. Dans ces conditions, on comprend aisément que les fidèles, comme l'ensemble de la société, se montrent particulièrement exigeants vis-à-vis des représentants de l'Église, imitant ainsi, d'une certaine façon, la « sévérité » de l'institution en matière de sexualité.

Par ailleurs, l'Église est aussi l'une des rares institutions dont le pouvoir formel repose encore exclusivement sur des hommes, des hommes de qui elle exige notamment célibat et chasteté. Se pose alors la question de la formation psychosociale et sexuelle de ces hommes et celle de leurs conditions de vie, trop souvent caractérisées, encore aujourd'hui, par l'isolement et le secret. Or, on peut penser que la structure d'autorité de l'Église, de par son caractère spécifique et son fonctionnement, exprime, avec acuité, plusieurs des contradictions de la condition masculine² : méfiance vis-à-vis des femmes et vis-à-vis de l'expression des sentiments, difficulté de partager le pouvoir et d'exprimer ses faiblesses, coupure avec une grande part de l'affectivité, etc. Aussi, ne faut-il pas se surprendre que des

1. Ce texte s'inspire directement des réflexions de Camille Messier, attachée à la direction de la Protection de la jeunesse du ministère de la Justice du Québec, de Pierre Pelletier, psychanalyste et de Jean-Paul Rouleau, professeur de sociologie de la religion à l'Université Laval, présentées à une journée de travail organisée l'an dernier par le Centre justice et foi.
2. Voir « Sexualité et pouvoir dans l'Église », par Éric Fuchs, in *Concilium*, no 217, 1988, p. 37-43.

membres du clergé, comme trop d'autres hommes enfermés dans leurs contradictions, expriment leurs frustrations à travers la violence sexuelle, quand ce n'est pas l'alcoolisme ou la dépression. Cependant, prisonniers de leur statut particulier³, les membres du clergé, plus encore peut-être que d'autres hommes, auront du mal à reconnaître leur faiblesse et à demander l'aide dont ils auraient besoin.

L'Église ne confère pas seulement un statut d'autorité aux membres du clergé, elle leur donne également celui de ministres du Christ. Symboles et interprètes du sacré, dans un monde où celui-ci n'est pas aussi disparu qu'on le prétend parfois, les membres du clergé ont donc des responsabilités particulières. Pour plusieurs croyants et croyantes, quand un prêtre faillit à ses devoirs, il entache bien plus que sa réputation personnelle : il souille également la figure du sacré. Faute extrêmement difficile à pardonner.

3. La difficulté, pour les prêtres, de quitter l'état sacerdotal et les problèmes importants que pose encore leur réinsertion sociale ajoutent à la pression qui s'exerce sur eux.
4. Peut-être faudrait-il également se demander si l'avenue juridique, empruntée autant d'années plus tard et cherchant des compensations financières, est la voie qui mène le mieux à la justice...

Pour toutes ces raisons, qui tiennent au caractère spécifique de l'institution, quand des abus sexuels sont commis par des membres du clergé, c'est sur toute l'Église que la société semble faire porter la responsabilité. Et c'est à l'Église qu'on demande de rendre des comptes. L'Église doit accepter de le faire, avec humilité et honnêteté, dans l'intérêt tant des victimes, des fidèles, du clergé que des abuseurs. Le travail a déjà commencé dans certains diocèses et la Conférence des évêques catholiques du Canada a mis sur pied un comité spécial sur cette question. Par-delà la sauvegarde de la façade institutionnelle (réflexe habituel de toute institution), l'heure n'est plus à l'hypocrisie, au camouflage de la vérité.

Oui, il faut entendre la souffrance des enfants abusés qui, devenus adultes, exigent maintenant justice⁴. Comme il faut entendre celle des enfants d'aujourd'hui qui se cachent derrière les 1171 cas d'abus sexuels contre des enfants vérifiés par la Direction de la protection de la jeunesse en 1989-1990. Et comme il faudrait entendre celle de tous ces enfants actuellement victimes d'abus sexuels et que personne ne connaît encore. ■

Francine Tardif

LES MÉDIAS ET LA GUERRE DU GOLFE

à la mi-janvier, les médias ont déversé un torrent d'informations concernant la guerre du Golfe arabo-persique. Bulletins spéciaux, émissions d'affaires publiques portant sur la guerre, nouvelles sections dans la presse écrite, interviews de spécialistes et d'anciens généraux recyclés en commentateurs : rien n'a été négligé pour étancher la soif du public. Plusieurs personnes restaient rivées à l'écran de peur de manquer l'envoi du dernier missile SCUD. Dans les médias québécois, on trouvait plus d'analyses et de commentaires que d'images, contrairement à ce que présentaient les médias américains, surtout le controversé CNN (qui est néanmoins en train d'instaurer un nouvel ordre télévisuel).

Mais le déluge de « nouvelles » a été de courte durée. L'intérêt et la sensibilité des médias et du public se sont émoussés progressivement. Si les cotes d'écoute et les tirages des journaux ont considérablement augmenté durant les premières semaines (les crises sont payantes pour les médias), ils sont bien vite redescendus. L'information provenait majoritairement d'agences étrangères, surtout américaines, ce qui n'est pas étonnant, étant donné toutes les coupures qu'ont subies nos médias. Autant le public que les journalistes se sont sentis piégés : l'information avait revêtu, pour cette guerre, l'uniforme de la propagande et de la censure.

Rarement le Pentagone aura imposé autant de contraintes aux journalistes couvrant une guerre. D'une censure quasi absente (Vietnam) à une censure totale (Grenade et Panama), le balancier ne s'est pas encore stabilisé. Lors de la guerre du Golfe, la censure (le Pentagone préférait employer le terme « contrôle de l'information ») s'est exercée de deux façons : le système de *pool* permettait de sélectionner les journalistes, en bannissant les reporters hostiles ou critiques ; et l'accès aux lieux de combat était limité ou interdit.

Le principe est simple : pas d'images, pas de protestations ni

d'opposition. Le système de *pool* a été dénoncé avec vigueur : il confinait les journalistes au rôle de sténodactylos du Pentagone, diffusant une vision standardisée du conflit. Le fait de faire confiance à la parole du gouvernement sans avoir la possibilité de la vérifier et sans pouvoir rapporter les événements dans ses propres mots est tout à fait étranger à la nature du journalisme. N'ayant pas d'informations substantielles à se mettre sous la dent, les journalistes en étaient rendus à s'interviewer les uns les autres. Plusieurs ont couvert le conflit comme un match sportif. Même le très professionnel Bernard Derome s'est égaré en lançant, un soir, avec enthousiasme : « Ça c'est de la guerre ! »

Dans la plupart des médias, l'accent a été mis sur le côté technique de la guerre et l'« esthétique » des bombardements, au détriment des aspects politiques et humains. La complexité du conflit au Moyen-Orient a été souvent réduite à une confrontation entre les personnalités de George Bush et de Saddam Hussein, ce dernier étant présenté comme un être déviant, diabolique même. Au lieu de questionner les motivations du gouvernement américain, les journalistes se sont presque tous centrés sur la barbarie de Hussein. Certes, nous avons assisté à d'innombrables débats et analyses autocritiques – un phénomène sans précédent – mais qui oserait affirmer que cet effort de lucidité a entraîné de réels changements d'attitudes par la suite ?

Les médias américains, qui ne faisaient que répéter les informations « pré-sélectionnées » de l'armée américaine, auraient dû abandonner leurs prétentions à l'objectivité. Surtout certains journalistes américains qui employaient le « nous » pour désigner l'armée, confondant ainsi l'État, un gouvernement et le média. Au Québec, certains journaux, comme *La Presse*, ont fini par admettre que bien des reportages étaient soumis à la censure.

Si le fait de rapporter une seule version des faits (celle de l'armée) est déplorable, on peut se demander si les journalistes doivent absolument aspirer à la stricte objectivité lors de conflits majeurs ? Ni l'objectivité mythique, ni le désir aberrant d'être toujours aux avant-postes d'un monde-spectacle ne sont les seuls rôles possibles de journalistes lucides et professionnels. Sachant l'importance de leur travail dans la société, ces derniers n'ont-ils pas une responsabilité éthique à honorer ? Plutôt que d'accepter le rôle de simples haut-parleurs du Pentagone ou de Saddam Hussein, certains médias auraient pu favoriser une solution pacifique du conflit. C'est d'ailleurs ce qu'ont fait, entre autres, les hebdomadaires américains *National Catholic Reporter* et *The Guardian*, et l'hebdomadaire québécois *7 jours*.

L'historien Marc Ferro a dit qu'en temps de guerre notam-

ment, le journaliste doit exercer ses devoirs de citoyen. Sydney Schanberg, célèbre journaliste américain, affirme, quant à lui, que le rôle de la presse est d'être témoin de la guerre pour nous forcer à voir à quel point celle-ci est terrible et nous inciter à réfléchir sur ses conséquences.

Mais en raison de la censure, la presse ne peut souvent pas jouer ce rôle. Il est donc grand temps que les responsables des entreprises de presse se penchent sérieusement sur ces questions. Et qu'ils se demandent s'ils favorisent notre rôle d'acteurs responsables ou s'ils nous entraînent à n'être que de simples spectateurs de ces grands *shows* avec effets spéciaux que sont actuellement devenus les guerres et les conflits. ■

Marie-France Cyr

QUI PROFITERA DU BUDGET WILSON ?

dans le budget du ministre Wilson, il n'y a à peu près rien pour aider ni les entreprises, ni les personnes et familles en difficultés pendant la période de récession que nous traversons et qui entraîne partout des taux de chômage énormes. Le ministre préfère croire que la récession se terminera bientôt et que la baisse des taux d'intérêt relancera l'économie. Il vise également, pour les prochaines années, une inflation presque nulle en annonçant l'intention gouvernementale de limiter à 3 % les augmentations salariales de ses fonctionnaires, invitant d'ailleurs les autres employeurs, publics et privés, à faire de même.

Pendant ce temps-là, on coupe, pour 1991-1992, 100 millions de dollars dans le programme de planification de l'emploi ; on coupe dans le programme de logement social (comme l'an dernier d'ailleurs, il y aura cette année 15 % de moins pour les constructions nouvelles) ; on augmente d'environ 22 % les primes d'assurance-chômage ; et on augmente considérablement les taxes sur les cigarettes (0,03\$ chaque cigarette !), sans se soucier de l'impact beaucoup plus considérable de cette taxe sur les consommateurs à faible revenu.

Pendant ce temps-là, le ministre ne nous dit pas que la TPS a haussé les prix de 2,6 %, en janvier 1991 seulement ; que l'« harmonisation » souhaitée et partiellement réalisée de la taxe de vente provinciale du Québec a elle aussi eu un impact inflationniste de 1,2 % en janvier ; et que les incessantes augmentations de taxes à la consommation, imposées par le gouvernement conservateur depuis son arrivée au pouvoir (l'ancienne taxe de vente fédérale, remplacée par la TPS, a doublé entre 1984 et 1990 !), ont alimenté énormément l'inflation.

Or, pendant ce temps-là, la répartition du fardeau fiscal des particuliers a évolué d'une façon à la fois inégale et inéquitable : celui des plus pauvres s'est alourdi beaucoup plus que celui des classes moyennes, tandis que celui des plus riches était allégé ! Le Conseil national du bien-être social a estimé que les impôts fédéraux et provinciaux sur le revenu, pour un couple marié avec deux enfants et deux salaires, auraient, en 1991, connu l'évolution suivante depuis 1984¹ : pour des revenus familiaux de 24,000\$, une augmentation d'impôts, en dollars constants de 1989, de 60,2 % ; pour des revenus de 40,000\$, une augmentation de seulement 17,4 % ; et pour des revenus de 122,000\$, une diminution du fardeau fiscal de 6,4 % !

Et le gouvernement conservateur voudrait maintenant que les consommateurs qui ont le plus souffert de ses politiques se montrent raisonnables, qu'ils taisent leurs revendications, afin de réduire les risques d'inflation et d'aider à assainir l'économie !

Il nous semble au contraire que la population à faible revenu, de même que les consommateurs à revenus modestes ou moyens, ont tout à fait le droit de se battre pour conserver leur pouvoir d'achat. C'est plutôt au gouvernement de modifier sa politique : il serait urgent d'adopter, au Canada, une politique de lutte contre la pauvreté et de favoriser le renforcement de la classe moyenne, à la fois au niveau de son poids numérique et de son poids économique dans la société canadienne. C'est la classe fortunée qui doit partager davantage sa richesse, elle qui a vu sa part du revenu annuel canadien augmenter de 5 % pendant la décennie de 1980, essentiellement aux dépens de la classe moyenne (Statistique Canada, février 1991).

Améliorer le pouvoir d'achat des consommateurs les moins bien nantis aurait aussi l'avantage de relancer l'économie des quartiers populaires et des régions qui sont présentement en déclin, en partie à cause des politiques fiscales.

Mais pour y arriver, il faut par-dessus tout, et de toute urgence, comme le réclame le Conseil économique du Canada, développer d'autres moyens de lutte contre l'inflation, qui feraient appel à la concertation des principaux partenaires économiques et sociaux et qui miseraient avant tout sur une véritable politique de plein emploi.

Pour l'instant, le budget Wilson risque de ne faire qu'aggraver encore la « cassure » de plus en plus évidente dans notre société. ■

Roger Beaudoin

Comité fiscalité de la Fédération nationale des Associations de consommateurs du Québec

1. *Les dépenses sociales et le prochain budget*, avril 1989. Les chiffres peuvent varier pour le Québec, à cause de son régime fiscal différent ; mais ils indiquent clairement la tendance actuelle de la fiscalité fédérale.

le nouvel ordre international



Quino, Il était une fois Mafalda, p. 6 (avec la permission de l'éditeur)

QUEL ORDRE INTERNATIONAL VOULONS-NOUS ?

par François Morissette

Chacun a pu le constater, les événements survenus à l'Est et la guerre du Golfe ont entraîné une inflation de discours sur l'ordre international. Comme sortis de notre torpeur, nous semblons découvrir que le monde se réorganise à une vitesse effrayante sous nos yeux. Mais nous n'avons pas vraiment conscience de n'assister en fait qu'aux dernières étapes d'une stratégie beaucoup plus globale. Tant que les pays du Sud réclamaient, dans les années 70, un Nouvel ordre économique international (NOEI), ils n'arrivaient pas à imposer leur ordre du jour ; le Nord faisait la sourde oreille et préparait ses propres plans. Depuis peu, c'est le Nord qui parle d'un Nouvel ordre international (NOI) et cette fois-ci, l'ordre du jour s'impose à tous !

Il apparaît clairement aujourd'hui que nous sommes à la fin d'une époque : nous avons passé, durant ces années 89 à 91, de la tension entre deux grandes forces historiques (les deux Blocs) à la domination d'un seul empire, avec des conséquences considérables, dont la guerre du Golfe n'est que le commencement.

Cette domination mondiale américaine est la figure actuelle de la crise du capitalisme, du déclin du profit et de la nouvelle vague néo-libérale. Ce serait une grave myopie que d'imaginer qu'il n'y a pas de liens entre cette stratégie néo-libérale et l'établissement graduel de la « société duale ». Il n'y a qu'à ouvrir les yeux autour de soi, lire les journaux, regarder la télévision, être présent à ce qui se passe dans nos villes et nos campagnes.

Ce nouvel ordre international commence à avoir des effets réels sur notre vie quotidienne. Deux exemples, dans deux domaines différents, parmi mille autres. Des restructurations d'entreprises s'opèrent. Ne crée-t-on pas un

système tout entier au service d'une minorité ? On fait souvent peu de cas des travailleurs. Sont-ils réellement pris en compte dans les perspectives de restructuration ?

Dans ce dossier, nous voulons prendre le contre-pied de la logique dominante et donner la parole aux gens du Sud pour tenter une interprétation des changements du point de vue du Sud.

De plus, à la faveur de la crise du Golfe, un nouveau discours est en train de se répandre dans les médias, discours qui accrédirait l'idée qu'on ne peut pas faire confiance à certains peuples. En procédant ainsi, de manière insidieuse, ne renforce-t-on pas un racisme latent et ne cherche-t-on pas à compromettre les efforts pour favoriser l'intégration de quelques groupes dans notre société ?

Quand, dans ce dossier, nous évoquons le nouvel ordre international, c'est bien de gestion de problèmes concrets dont il est question, même s'il nous faut analyser les pratiques et les discours de certains organismes internationaux.

Les aménagements internationaux désirés par les grandes puissances de la planète se sont concrétisés grâce à la reprise des négociations de l'Uruguay round du GATT, à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) et au nouveau rôle du Conseil de

sécurité de l'ONU. Malheureusement ces aménagements ne laissent aucune place aux pays du Sud qui sont toujours traités comme des « perdants ».

Dans ce dossier, nous voulons prendre le contre-pied de la logique dominante et donner la parole aux gens du Sud pour tenter une interprétation des changements du point de vue du Sud.

De nombreuses questions surgissent au Sud, lorsqu'on parle d'un nouvel ordre international : quel est l'avenir des pays du Sud dans la dynamique de l'« après guerre froide » ? La peur d'un déclassement collectif est-elle fondée ? Les transformations mondiales seront-elles défavorables au Sud ? Il semble bien que l'Est soit devenu lui aussi un nouveau Sud. Favorisera-t-on plutôt l'aide aux pays de l'Est ? Nos gouvernements sont tellement préoccupés de trouver leur propre place, de conserver leur influence, qu'ils en viennent à se demander : « Aider le Sud, est-ce vraiment s'aider soi-même » ?

Dans un tel contexte, que peut faire le Sud ? Il est certain que quelques pays du Sud auront plus de facilité que d'autres à s'intégrer à des regroupements économiques. Que deviendront les autres ?

Nous donnons ici la parole à des représentants du Sud : un militant arabe, un écrivain latino-américain et un sociologue indien. Peut-être serons-nous quelque peu surpris par les propos, leur teneur et leur logique ? Mais aucune solidarité réelle ne peut se bâtir sans un partage des impressions, des analyses et des stratégies qu'on voudrait mettre en oeuvre. Chercher à mieux comprendre les enjeux des nouvelles formes de la domination exercée par les riches sur les pauvres, c'est déjà s'engager sur un chemin de lutte pour la justice, où il y va de la vie et du bonheur de peuples entiers. ■

COMME UN ENFANT PERDU...

par Eduardo Galeano¹

Depuis la déconfiture du communisme en Europe de l'Est, il semble qu'il n'y ait plus de place pour les révolutions, sauf dans les vitrines du musée archéologique, ni pour la gauche repentie, qui consent maintenant à siéger à la droite des banquiers. Nous serions invités à l'enterrement universel du socialisme. Le cortège est constitué, dit-on, de l'humanité entière. J'avoue que je n'en crois rien. Ces funérailles se trompent de mort.

Les élections au Nicaragua nous ont donné un dur coup. Comme *un coup de la haine de Dieu*, pour employer les mots du poète. Quand j'ai appris le résultat, je me suis retrouvé – et me retrouve encore – comme un enfant perdu dans la tourmente. Un enfant perdu, oui, mais pas tout seul. Dans le monde entier, nous sommes nombreux à vivre cette expérience.

La perestroïka et la passion de liberté qu'elle a suscitée ont fait sauter les coutures d'une camisole de force étouffante. Tout éclate. Les changements se multiplient à un rythme vertigineux, fondés sur la certitude que la justice sociale n'a pas à être ennemie ni de la liberté ni de l'efficacité. C'était une urgence, une nécessité collective : les gens en avaient soupé d'une bureaucratie aussi puissante qu'inutile qui, au nom de Marx, leur

défendait de dire ce qu'ils pensaient et de vivre ce qu'ils ressentaient.

Socialisme et communisme n'étaient-ils qu'une escroquerie historique ? Dans



Canapresse

À Bucarest, une grue enlève la statue de Lénine. Serait-ce l'enterrement du socialisme ?

la perspective latino-américaine, je me demande ceci : si ce fut le cas, ou si c'eût pu l'être, pourquoi est-ce nous qui devrions payer le prix de semblable escroquerie ? Notre visage n'a jamais paru dans ce miroir.

Le Nicaragua

Lors des récentes élections au Nicaragua, la dignité nationale a perdu la bataille : elle a été vaincue par la faim et par la guerre ; mais elle a été vaincue également par les vents internationaux qui soufflent contre la gauche avec une violence plus considérable que jamais. Injustement, les bons ont payé pour les méchants. Les sandinistes ne sont responsables ni de la guerre ni de la faim, et ils n'ont pas la moindre responsabilité dans ce qui s'est produit à l'Est. Paradoxe des paradoxes, cette révolution démocratique, pluraliste, indépendante, qui n'a rien à voir avec celles des Soviétiques, des Chinois, des Cubains, ni de personne, a payé pour les pots que d'autres ont cassés, cependant que le Parti communiste local votait pour Violeta Chamorro.

En réalité, la révolution qui a mis fin à la dictature de la famille Somoza n'a pas connu une minute de répit, au cours de ces dix longues années. Elle fut envahie quotidiennement par une puissance étrangère, avec ses criminels à la solde, et dut subir constamment le siège des banquiers et des maîtres marchands du monde entier. Malgré cela, elle a réussi à être une révolution plus civilisée que la Révolution française, puisque personne ne fut guillotiné ni fusillé, et plus tolérante que la révolution nord-américaine, puisqu'en pleine guerre, elle laissa – avec quelques restrictions – la libre expression aux porte-parole locaux du maître colonial.

Les sandinistes ont alphabétisé le Nicaragua, abaissé considérablement le taux de mortalité infantile et distribué des terres aux paysans. Mais la guerre a saigné le pays. Les dommages causés par la guerre équivalent à une fois et demie le produit intérieur brut, ce qui veut dire que le Nicaragua a été détruit une fois et

1. Ce témoignage reprend le texte, presque intégral, qui a d'abord paru en mars 1990, peu de temps après la défaite électorale du gouvernement sandiniste au Nicaragua. Publié en espagnol tant en Europe qu'en Amérique latine, le texte a aussi été repris en plusieurs langues. Eduardo Galeano, Uruguayen, est écrivain, journaliste et militant. Il a publié, aux Ed. Plon, *Les veines ouvertes de l'Amérique latine* (un classique), de même qu'une histoire de l'Amérique en trois volumes, sous le titre général *Mémoire de feu*.



Canapresse

Lors des élections au Nicaragua, la dignité nationale a perdu la bataille. La révolution sandiniste a payé pour les pots que d'autres ont cassés, pendant que le Parti communiste votait pour Violetta Chamorro...

demie. Les juges de la Cour internationale de La Haye se sont prononcés contre l'agression nord-américaine, mais cela n'a servi à rien. Ni non plus les félicitations des organismes des Nations Unies spécialisés en éducation, alimentation et santé : les applaudissements ne se mangent pas.

Les envahisseurs ont rarement attaqué les objectifs militaires : leurs cibles préférées étaient les coopératives agricoles. Combien de Nicaraguéens sont morts ou ont été blessés, ces dix dernières années, par ordre du gouvernement des États-Unis ? Proportionnellement, cela représenterait trois millions de Nord-Américains. Et pourtant, dans ces années, bien des milliers de Nord-Américains sont venus au Nicaragua, ont toujours été bien reçus et nul d'entre eux n'a eu à subir quoi que ce soit. Un seul a trouvé la mort – et c'est la Contra qui l'a tué²

Cuba

Mais à Cuba ? Ne s'est-il pas produit là, comme à l'Est, un divorce entre le pouvoir et la masse ? Les gens n'en ont-ils pas assez, là aussi, du parti unique, de la presse unique et de la vérité unique ?

« Si je suis Staline, mes morts jouissent d'une bonne santé », a dit Fidel

Castro. Bien sûr, ce n'est pas là la seule différence. Cuba n'a importé de Moscou aucun modèle préfabriqué de pouvoir vertical ; il a été contraint, cependant, de se transformer en forteresse pour éviter de se retrouver dans l'assiette à déjeuner de l'ennemi tout-puissant. Et c'est dans de telles conditions que ce petit pays sous-développé a réussi certaines prouesses étonnantes. Présentement, Cuba connaît des taux d'analphabétisme et de mortalité infantile inférieurs à ceux des États-Unis.

De plus, à la différence de certains pays de l'Est, le socialisme cubain n'a pas été orthopédiement imposé d'en haut aux gens d'en bas : il a surgi du plus profond du peuple et s'est développé depuis la base. Les nombreux Cubains qui sont morts pour l'Angola ou qui ont donné gratuitement le meilleur d'eux-mêmes pour le Nicaragua n'exécutaient ni aveuglément ni contrecœur les ordres d'un État policier. Autrement, on ne saurait expliquer l'absence de désertion et la ferveur qui a régné constamment parmi eux.

Actuellement, Cuba vit des heures d'isolement tragique. Des heures pleines de dangers : l'invasion de Panama et la désintégration de ce qu'on appelle le camp socialiste ont une incidence très pernicieuse, je le crains bien, sur le processus interne, favorisant la tendance à l'étroussure d'esprit bureaucratique, à la rigidité idéologique et à la militarisation de la société.

Face à Panama, au Nicaragua ou à Cuba, le gouvernement des États-Unis invoque la démocratie de la même manière que les gouvernements de l'Est ont invoqué le socialisme : comme un alibi. Au cours du présent siècle, l'Amérique latine a été envahie plus de cent fois par les États-Unis. Toujours au nom de la démocratie et toujours en vue d'imposer des dictatures militaires ou des gouvernements fantoches, qui plaçaient en lieu sûr l'argent menacé. Le système impérial du pouvoir ne veut pas de pays démocratiques : il veut des pays humiliés !

L'invasion de Panama a été scandaleuse, avec ses 7 000 victimes parmi les décombres des quartiers pauvres, rasés par les bombardements. Mais plus scandaleuse encore que l'invasion elle-même fut l'impunité avec laquelle elle a été réalisée. Impunité qui incite à répéter le délit, qui stimule le délinquant. Face à ce crime de souveraineté, le président Mitterrand applaudit discrètement et le monde entier se croisa les bras, après avoir acquitté l'impôt d'une déclaration ou l'autre.

En ce sens, sont bien éloquentes et le silence et la complaisance mal dissimulée de certains pays de l'Est. La libération de l'Est donnerait-elle le feu vert à l'oppression de l'Ouest ? Je n'ai jamais été d'accord avec l'attitude de ceux qui condamnaient l'impérialisme dans la mer des Caraïbes pendant qu'ils applaudissaient ou se taisaient au moment où la souveraineté nationale était foulée au pied en Hongrie, en Pologne, en Tchécoslovaquie ou en Afghanistan. Je puis parler ainsi parce que je ne porte pas de masque : le droit à l'autodétermination des peuples est sacré en tous lieux et en tous temps.

Montée du capitalisme

Sans l'ombre d'un doute, la liberté est toujours une bonne nouvelle. Pour l'Est, qui en jouit maintenant à bon droit, et pour le monde entier. Par contre, les éloges de l'argent et des vertus du marché, sont-ce de bonnes nouvelles ? Et l'idolâtrie du mode de vie américain ? Et les candides illusions d'une acceptation

2. La victime était très jeune, ingénieur et clown. Il allait, accompagné d'une ribambelle d'enfants. Il avait organisé au Nicaragua la première école de clowns. La

dans le club international des riches ? La bureaucratie, qui ne sait qu'être habile à se débrouiller, s'adapte rapidement à la nouvelle situation et les vieux bureaucrates sont en voie de se transformer en néo-bourgeois.

Il faut reconnaître, du point de vue de l'Amérique latine et de ce qu'on appelle le tiers monde, que le défunt bloc communiste avait au moins une vertu essentielle : il ne s'alimentait pas à même la pauvreté des pauvres, ne participait pas au pillage effectué par le marché international capitaliste ; de plus, il aidait à financer la justice à Cuba, au Nicaragua et en beaucoup d'autres pays. Je soupçonne que, d'ici peu de temps, on rappellera cela avec nostalgie.

Pour nous, le capitalisme n'est pas un rêve à réaliser : c'est un cauchemar matérialisé. Le défi qui nous attend ne réside pas dans la privatisation de l'État, mais dans sa déprivatisation. Nos États ont été acquis à prix défilant toute concurrence par les seigneurs de la terre, par les banquiers, par tout le reste. Et pour nous, le marché, ce n'est rien d'autre qu'un navire de pirates : plus il est libre, pire il est. Le marché local comme le marché international. Le marché international nous vole des deux mains. La main commerciale nous vend toujours plus cher et achète de nous à prix toujours plus bas. La main financière, qui nous fournit notre propre argent, nous paie toujours moins et nous demande toujours plus.

Nous vivons dans une région où les prix sont européens et les salaires, africains ; le capitalisme s'y comporte comme le bonhomme qui disait : « J'aime tellement les pauvres qu'il me semble toujours qu'il n'y en a pas assez ». Dans le seul Brésil, par exemple, le système tue mille enfants par jour, qui meurent de maladie ou de faim. En Amérique latine, le capitalisme est anti-démocratique, avec ou sans élections : la majorité des gens sont dans le besoin et condamnés à l'isolement et à la violence. La faim ment, la violence ment : elles disent qu'elles ressortissent à la nature ; elles feignent de faire partie de l'ordre naturel des choses. Quand cet ordre naturel des choses se défait, les militaires entrent en scène, avec ou sans cagoules. Comme on dit en Colombie : « Le coût de la vie ne cesse de grimper et la valeur de la vie ne cesse de dégringoler ».

Contra l'a assassiné au moment où il mesurait l'eau d'un lac en vue de la construction d'un barrage. Il s'appelait Ben Linder.

Il faut tout recommencer

Parfois, je pense qu'on nous a volé même les mots. Le mot « socialisme » s'utilise à l'Ouest pour manigancer l'injustice ; à l'Est, il évoque le purgatoire, si ce n'est l'enfer. Le mot « impérialisme » est hors d'usage et absent du dictionnaire politique en vigueur, même si l'impérialisme est de fait existant, qu'il pille et tue. Et le mot « militantisme » ? Et le fait même de l'ardeur militante ? Pour les théoriciens du désenchantement, c'est une antiquaille ridicule ; pour les repentis, c'est un trouble de mémoire.

En quelques mois, nous avons assisté au naufrage retentissant d'un système usurpateur du socialisme, qui traitait le peuple comme un éternel enfant et lui tirait l'oreille. Est-ce le naufrage aussi du socialisme ? Il y a trois ou quatre siècles, les inquisiteurs calomniaient Dieu, quand ils prétendaient exécuter ses ordres ; est-ce que cela autorise à identifier christianisme et sainte Inquisition ? De nos jours, les bureaucrates ont privé l'espérance de son prestige et sali la plus belle des aventures humaines ; je ne crois pas non plus que le socialisme se réduise au stalinisme.

Maintenant, il faut tout recommencer. Petit à petit, sans autres boucliers que ceux que nous offrent nos propres corps. Il faut découvrir, créer, imaginer. Dans le discours que Jesse Jackson prononçait peu après sa défaite, aux États-Unis, il revendiquait le droit de rêver : « Nous allons défendre ce droit ; nous ne permettrons pas que quelqu'un nous enlève ce droit ». Et aujourd'hui plus que jamais il est indispensable de rêver. Faire ensemble des rêves qui perdent leur nature de rêves et s'incarnent en un matériau mortel, comme le disait, comme le souhaitait un autre poète. C'est en combattant pour ce droit que mes meilleurs amis poursuivent leur existence, et pour lui que certains ont donné leur vie.

Voilà mon témoignage. Confession d'un dinosaure ? Peut-être. En toute hypothèse, c'est le témoignage d'un homme qui croit que la condition humaine n'est pas condamnée à l'égoïsme et à la course obscène à l'argent, et que le socialisme n'est pas mort, puisqu'il n'a pas encore vu le jour : aujourd'hui est le premier jour de la longue vie qui l'attend. ■

(Traduction : Ernest Richer, S.J.)



Dans ce nouvel ordre international, trop rares sont les initiatives du Sud qui auront su s'imposer comme une réelle alternative : le groupe de la Contadora (accord de paix pour l'Amérique centrale) a pourtant réussi.

Canapresse

RIEN DE BON POUR NOUS

par Walter Fernandes¹

On ne peut que se réjouir de l'unification de l'Europe. Mais ce n'est pas sans un certain nombre d'appréhensions que le tiers monde observe ces développements. Quelles sont, par exemple, les implications des mouvements environnementaux européens pour les pays du Sud ? Quel type de relations commerciales l'Europe de l'Ouest entretiendra-t-elle avec le Sud après 1992 ? Que peut attendre le Sud de l'alliance entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest, et de celle des USA et du Japon ?

Voilà quelques questions qui surgissent au sein du tiers monde et que nous voulons partager avec ceux et celles qui, au Nord, se préoccupent du Sud. *Le scénario que nous proposons est consciemment pessimiste, mais il n'est pas pour autant irréaliste. Nous l'avons voulu ainsi pour alerter ceux et celles qui, en Occident, se préoccupent des droits des peuples du tiers monde, afin que nous puissions ensemble infléchir le cours des événements et empêcher que se perpétue davantage l'ordre économique international injuste qui n'a cessé de subordonner les intérêts du Sud à ceux des pays du Nord.*

L'environnement et le Sud

On ne peut nier que les mouvements environnementaux aient connu, en Occident, un succès significatif, bien que la mesure de celui-ci varie selon la conception que l'on se fait de l'environnement. Par ailleurs, ce progrès comporte des impacts souvent fort négatifs pour le tiers monde.

Prenons l'exemple des forêts. De nos jours, la plupart des pays d'Europe de

l'Ouest comptent le tiers de leur territoire couvert de forêts, proportion considérée comme environnementalement saine. C'est un gain considérable sur la situation des années 60, où la superficie forestière était estimée à environ 25 %.

Cette amélioration est due à la réduction de l'utilisation du bois produit localement, réduction qui a été en moyenne de 40 %. Par contre, pendant la même période, la consommation de produits finis issus de la forêt a considérablement augmenté. La consommation moyenne de papier et de bois dur dépasse les 120 kg *per capita*, augmentation d'environ 50 % en deux décennies. La consommation de bois dur croît dans la proportion de plus de 1 % par année. La plus grande partie de la consommation additionnelle de papier se fait sous la forme de papier jetable, de serviettes et gobelets – besoins artificiels caractéristiques d'une société de consommation.

D'où vient donc tout ce bois supplémentaire ? Sans avoir toutes les réponses, il semble bien qu'une grande partie de cette ressource naturelle vient du tiers monde. En Allemagne, par exemple, j'ai moi-même pu vérifier, en octobre 1989, qu'environ 60 % du papier était importé, soit comme produit fini, soit comme matière première ; les produits finis venaient de Suède, où l'on exploite la forêt d'une manière recommandable, tandis que la matière première et la pulpe venaient surtout du tiers monde, où l'effet en est beaucoup plus dévastateur. Une autre étude, réalisée aux Philippines en 1980, montrait que pendant que le Japon réduisait de 40 % sa consommation de bois produit localement, sa consommation globale avait augmenté dans une proportion encore plus grande : son bois venait dorénavant de l'Asie du Sud-Est et de pays comme l'Inde, où les surfaces boisées ont diminué à un rythme alarmant.

Au Sud, l'environnement c'est les êtres humains

Pour comprendre les implications de la destruction environnementale effectuée dans le Sud pour nourrir le Nord, il faut connaître la différence des soucis environnementaux des deux moitiés du monde. Au Nord, la dépendance directe des ressources naturelles pour la survie est tout à fait inexistante. L'agriculture y est commercialisée et les économistes s'y réfèrent comme à une agriculture industrialisée. Au Sud, au contraire, cette agriculture commercialisée n'est le privilège que d'une petite minorité de riches fermiers. Et 70 % de la population dépendent du secteur primaire pour leur survie ; leur agriculture est organique, entièrement liée, depuis les graines et les fertilisants jusqu'à l'irrigation, à l'environnement immédiat.

Voilà pourquoi nous disons qu'au Sud, l'environnement, c'est les êtres humains : une grande partie de la population dépend entièrement des ressources naturelles pour sa simple survie. En Inde, par exemple, j'ai pu montrer, en étudiant les forêts et l'économie indigène, que les habitants des forêts y tirent plus de 50 % de leur nourriture (fruits, fleurs, etc. qui ne sont considérés en Europe que comme produits forestiers secondaires) ; et qu'un autre 30 % provient de la culture sur brûlis de la zone forestière. Ces gens dépendent aussi de la forêt pour le fourrage, le combustible, le petit bois de construction, le feuillage

1. Le père Walter Fernandes, jésuite, est sociologue, directeur de la revue *Social Action* publiée par l'Indian Social Institute, New Delhi, Inde.



Développement et Paix

Dans ce village indien, l'environnement, c'est les êtres humains : la population dépend entièrement des ressources naturelles pour sa simple survie.

pour leurs toits, les herbes médicinales et bien d'autres besoins. En raison de cette dépendance totale, ces populations ont développé des systèmes, des traditions, des normes et des mythes à la fois culturels, sociaux et religieux, afin d'assurer une répartition égalitaire des ressources forestières et de conserver un équilibre entre les besoins humains et les impératifs environnementaux.

Mais au nom du développement, cette forêt qui était la base même de leur survie a été transformée en matière première pour l'industrie et en source de revenus pour l'État. Cette ressource communautaire est devenue la propriété du secteur privé. Les industriels, qui ne voient là qu'une source de profits, commencent par couper la forêt la plus proche des villages et donc celle dont les gens dépendent le plus. Ainsi privés de leur moyen de subsistance, ils deviennent la proie des prêteurs usuriers qui accompagnent habituellement les « développeurs » industriels. Ils perdent ainsi la plus grande partie de leurs terres aux mains de ces profiteurs. Toujours plus appauvris, ils se tournent vers la surexploitation des cultures sur brûlis ou coupent encore plus de forêt pour vendre du bois de chauffage...

Bref, la conséquence de ce cercle vicieux mis en branle par l'arrivée de l'industrialisation est le passage, pour ces communautés locales, d'une dépendance constructive de la forêt à une dépendance destructrice. Certaines études sur les pêcheries, l'eau, la terre et d'autres ressources naturelles ont d'ailleurs montré des processus semblables.

L'Europe unie de 1992

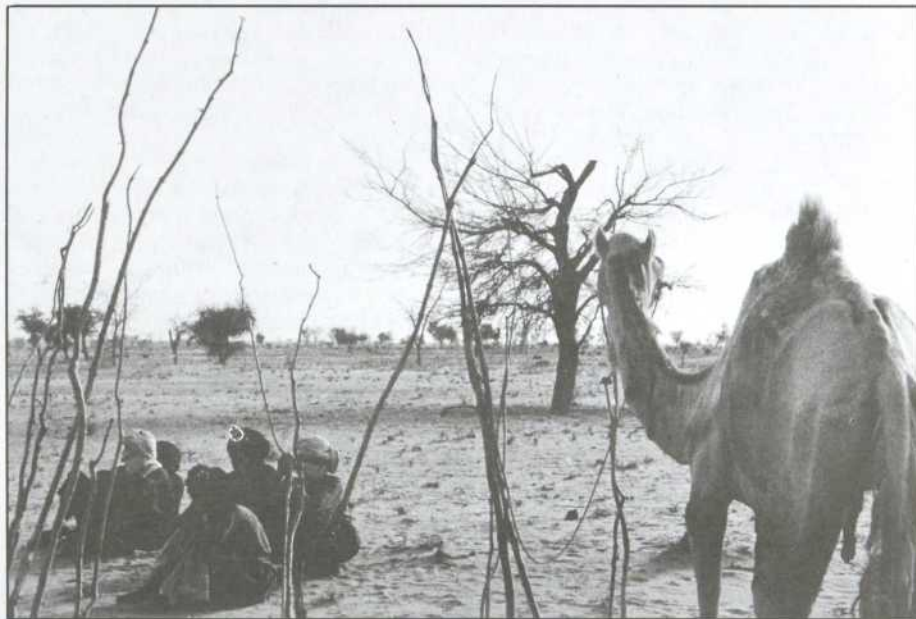
Les décisions environnementales prises en Europe ont donc un impact majeur dans les pays du Sud. L'unification européenne prochaine pourrait avoir un impact tout aussi négatif.

L'histoire économique du XIXe siècle a montré comment, pour appuyer la révolution industrielle, l'Asie et l'Afrique avaient été colonisées et leurs écono-

mies, subordonnées à celles de l'Occident. Ces continents sont devenus fournisseurs de matières premières et importateurs de produits finis. Pour créer de tels marchés captifs, certains pays comme l'Inde, qui avaient une tradition assez longue de production de produits finis, ont même dû être désindustrialisés !

Avec la montée des syndicats en Occident, la fabrication de certains produits très exigeants en main-d'oeuvre a été transférée dans les colonies. Par la suite, la production de pièces et de composants est devenue une part importante de l'économie des pays du Sud. Certains pays ont aussi tenté de développer eux-mêmes quelques produits industriels finis. Malgré les barrières tarifaires imposées par le Nord, l'Inde, par exemple, a réussi à exporter en Europe environ 10 000 voitures par année, depuis quelque temps.

Tout cela risque de changer avec l'Europe unifiée de 1992. Déjà certains rapports indiquent que l'industrie textile est transférée en Italie méridionale et en Grèce ; la transformation des produits agricoles s'organise en Irlande, en Espagne et au Portugal ; la production de pièces de rechange se fera surtout dans la partie sud de la Méditerranée. Bref, l'Europe devient non seulement un marché unifié, mais aussi une économie unifiée, ses pays plus pauvres produisant ce qui était autrefois réservé au tiers monde et sa partie nord s'occupant de la production industrielle plus sophistiquée.



Salgado Junior (Développement et Paix)

La désertification du Sahel : due en partie à l'imposition des cultures d'exportation et à la détérioration des termes de l'échange Nord-Sud.

Si ce scénario se réalise, le tiers monde va perdre ses quelques acquis et être réduit au rôle de fournisseur de matières premières, avec tous les problèmes qu'apporte la trop grande dépendance de monocultures ou de monoproductions d'exportation. Ce sera catastrophique tant pour les populations que pour l'environnement, comme le démontre le cycle de la désertification du Sahel².

L'Europe de l'Est et le tiers monde

La situation peut même être pire si les conséquences des événements en Europe de l'Est sont bien celles que nous craignons. Pour le tiers monde, les blocs de l'Est et de l'Ouest appartenaient tous deux au Nord. L'un et l'autre avait ses ambitions et tentait de contrôler les pays du Sud de diverses manières. Le tiers monde a ainsi pu exploiter ces divisions du Nord à son propre avantage et n'a pas toujours voulu prendre parti entre eux, même s'il y fut souvent forcé.

Plusieurs pays du Sud ont profité de cette division, tant économiquement que politiquement. Beaucoup de luttes de libération n'auraient pas été possibles, en Afrique et en Asie, sans l'appui reçu du bloc de l'Est. Si on voit le début de la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, c'est parce que le Congrès national africain a pu mener une longue lutte, grâce au soutien des pays de l'Est. Soutien qui n'avait rien d'altruiste : mais précisément parce que ces mouvements pouvaient menacer de joindre l'autre bloc, le prix à payer ne fut pas aussi élevé qu'il l'eût été sans cette option.

Cette option politique a disparu avec le « condominium » du Nord : Japon, URSS, Europe et USA. À cause de lui, le tiers monde ne peut plus espérer de solutions locales à plusieurs de ses problèmes. On l'a bien vu dans la crise du Golfe, où les USA ont pu forcer l'URSS à accepter leur solution d'une guerre possible. Il y a cinq ans à peine, les Arabes auraient été capables de trouver une solution régionale sous la menace des deux blocs, mais ni l'Est ni l'Ouest n'auraient pu envoyer leurs troupes dans le Golfe.

Aujourd'hui, il y a une seule voix qui parle pour le Nord et le Sud perçoit la guerre du Golfe comme une guerre coloniale³. Aucun pays du tiers monde ne

trouve acceptable ce que Saddam Hussein a fait. Ils condamnent tous l'usage de la force pour rectifier les frontières héritées du colonialisme. Mais il y a beaucoup de sympathie pour l'Iraq, parce que les peuples arabes ont été privés de la chance de résoudre leurs propres problèmes par ces mêmes puissances coloniales qui ont envoyé leurs troupes pour contrôler « leur » pétrole sous couvert du « droit international » ; tout comme, au XIXe siècle, le mythe de la vocation civilisatrice de l'Europe avait été créé pour légitimer l'exploitation économique des colonies, en vue de nourrir la révolution industrielle du Nord.

Ce que l'on craint, dans le tiers monde, c'est que les événements d'Europe de l'Est ne viennent confirmer le partage du Sud par les puissances du Nord. L'Amérique latine a été une colonie américaine, ou peut-être devrait-on l'appeler une zone d'influence des USA. L'Afrique est, depuis l'effort colonial, un continent dépendant de l'Europe. L'Asie sera probablement divisée entre le Japon, l'Europe et les USA. Bien sûr, s'agit-il ici non pas de la colonisation politique, mais de la dépendance économique.

Tant qu'il y avait deux blocs, les pays du tiers monde avaient un certain choix sur le plan économique. Il est vrai que l'Europe de l'Est n'était pas aussi avancée technologiquement que sa partie occidentale, le Japon et les USA. Mais précisément pour cette raison, le tiers monde pouvait souvent y trouver la technologie dont il avait besoin pour son propre développement. De plus, jusqu'au début des années 60, l'Ouest était réticent à partager sa technologie, spécialement avec des pays comme l'Inde, qui refusaient de subordonner complètement leurs économies et leurs décisions politiques aux intérêts occidentaux.

En important leur technologie de l'Est, ces pays du tiers monde commencèrent aussi à produire des biens industriels dont les pays de l'Est avaient besoin. Des arrangements de troc se développèrent en véritable commerce entre eux, basé sur les monnaies locales et non pas sur les devises fortes. Des études ont montré comment ces échanges étaient avantageux pour les pays pauvres. C'est seulement quand l'Ouest s'aperçut que des pays comme l'Inde étaient en train d'établir des liens solides avec le bloc de l'Est, qu'il accepta enfin de partager sa technologie, pour éviter que ces pays ne deviennent totalement dépendants de l'Union soviétique.

Cette option économique risque aussi de disparaître avec les changements à

l'Est. L'Europe de l'Ouest va probablement y exporter la plupart des produits dont l'Est aura besoin, privant ainsi les plus avancés des pays du tiers monde d'un de leurs importants débouchés commerciaux. De plus, ceux qui ont tenté de diversifier leur économie avec des produits finis verront tarir leur marché en Europe occidentale, puisque la majorité des industriels de l'Ouest auront des motifs à la fois culturels et économiques pour favoriser plutôt l'ancien bloc soviétique. Et plusieurs des produits industriels dont l'Europe occidentale a besoin seront dorénavant produits en Europe de l'Est, plutôt que d'être importés d'Asie ou d'ailleurs dans le tiers monde.

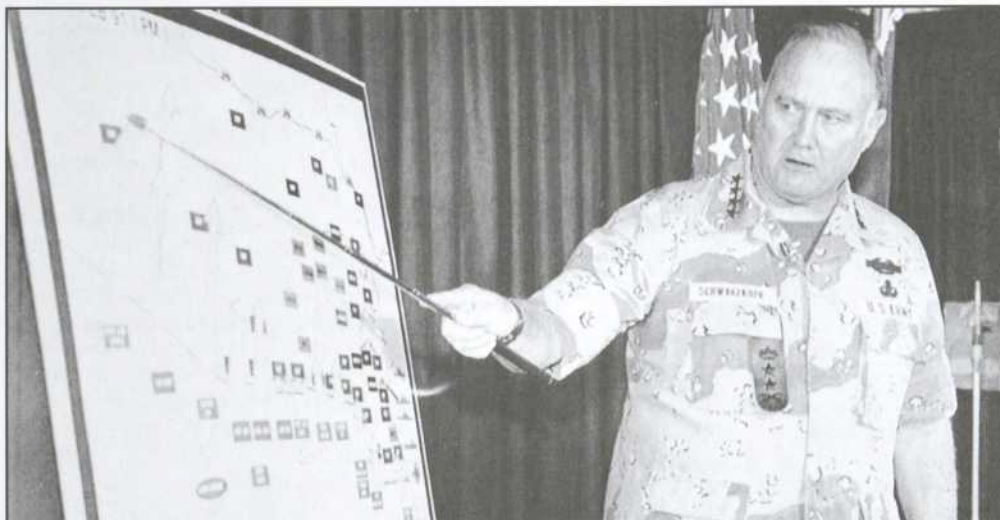
Enfin, une autre source de devises étrangères, et même de survie pour bien des familles du Maghreb, de la Turquie et de l'Afrique, a été les travailleurs immigrants. On peut même affirmer que la reconstruction de l'Europe après la guerre fut le résultat non seulement des investissements du Plan Marshall, mais aussi (certains diraient dans une grande mesure) des matières premières à bon marché importées du tiers monde et de la main-d'oeuvre économique qui provenait du Sud de l'Europe, de l'Afrique du Nord et de la Turquie. L'Europe a toujours besoin d'une telle main-d'oeuvre à bon marché. Mais il est probable qu'une bonne partie viendra dorénavant d'Europe de l'Est, portant un autre coup terrible à la survie de centaines de milliers de familles et à l'économie de nombreux pays du tiers monde.

Pour l'instant, les perspectives d'un nouvel ordre mondial ne sont guère réjouissantes pour l'Asie et le tiers monde en général. Seule une solidarité active et concertée des gens préoccupés des droits des peuples pourra éviter que le Sud ne soit à nouveau confiné dans son rôle colonial, au service de la prospérité du Nord. ■

2. Les études sur le Sahel ont montré que l'imposition de cultures d'exportation, comme celle de l'arachide, jumelée avec la détérioration constante des terres de l'échange dans le commerce international et ses conséquences pour les pays de la région, avaient joué un rôle fondamental et dévastateur dans la désertification et les famines qui ont suivi. À lui seul, ce déséquilibre a causé plus de ravages que les guerres régionales.
3. NDLR : Ce texte a été écrit à la fin de 1990. En dépit des événements postérieurs, la perception des peuples asiatiques exprimée ici garde toute sa pertinence.

POURQUOI LA GUERRE DU GOLFE ?

par Rachad Antonius¹



Canapresse

C'est aux États-Unis qu'il importe de faire respecter, avec l'aide du monde « civilisé », le nouvel ordre international, fondé sur le droit : c'était là la conviction du général américain Norman Schwarzkopf.

Pourquoi la guerre du Golfe ? Le gouvernement américain prétend qu'un nouvel ordre international est en train de prendre forme ; que cet ordre sera fondé sur le droit international ; qu'il incombe aux États-Unis de le faire respecter, avec l'aide du monde « civilisé », puisqu'ils constituent la seule puissance capable de le faire ; et qu'enfin, la compétition entre les deux grandes puissances étant terminée, nul ne pourra manipuler cette compétition pour déroger à la légalité internationale.

En conséquence, la guerre contre l'Irak a été présentée comme un effort pour faire respecter le droit international. En effet, l'Irak a envahi puis annexé un pays voisin, le Koweït ; il fallait l'en déloger, pour que soit respecté le principe de non-agression des pays souverains et

forcer l'agresseur à compenser le Koweït pour tous les dommages subis durant cette invasion.

Cette vision s'est immédiatement trouvée des défenseurs. Alors qu'un éditorial de Lise Bissonnette, du quotidien *Le Devoir*, traitait de « naïfs » ceux qui s'opposaient à cette guerre, le directeur de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales, Bernard Wood, s'employait à justifier cette guerre – et la destruction inévitable qui s'ensuivrait – en la présentant comme un moyen nécessaire pour mettre en place un nouvel ordre international. Et Denise Bombardier, animatrice de l'émission « Aujourd'hui dimanche » (Radio-Canada), se demandait si Saddam Hussein n'était pas le pire des « radicaux » et si on n'avait pas le droit de porter un jugement moral sur son régime...

Or, s'il est vrai que la paralysie de l'Union soviétique laisse toute latitude aux États-Unis pour mettre en place un nouvel ordre international, il n'est pas du tout sûr que cet ordre soit celui de la légalité, et encore moins celui de la justice. L'analyse critique des décisions américaines qui ont mené à la guerre (souvenons-nous de l'opposition expri-

mée par une partie de la population américaine et de la faible majorité obtenue au Congrès pour autoriser la participation à la guerre) permet d'entrevoir comment le gouvernement américain conçoit réellement ce nouvel ordre international et jusqu'où il est prêt à aller pour l'imposer. Il convient donc de revenir brièvement sur les événements entourant cette guerre pour mieux en interpréter le sens.

Une provocation

Il semble de plus en plus que cette invasion que l'on croyait être inattendue, non provoquée et totalement injustifiée, avait été non seulement pressentie, mais aussi encouragée par le gouvernement américain. Le correspondant-vedette du réseau ABC, Pierre Salinger, a amplement documenté cette thèse dans son dernier livre². En effet, l'Irak avait de nombreuses réclamations en souffrance par rapport au Koweït³. Plusieurs documents indiquent que le gouvernement

1. Président du Centre d'études arabes pour le développement (CÉAD).
2. *Guerre du Golfe, le dossier secret*, Pierre Salinger et Éric Laurent, Éd. Olivier Orban, Paris, décembre 1990, 304 pages.
3. Voir Henri Sader, « Pétro-Poker », *Relations*, décembre 1990, p. 309-310.

américain a poussé celui du Koweït à être tout à fait intransigeant et à maintenir des prix de pétrole anormalement bas : le Koweït allait jusqu'à vendre le baril à 7\$, alors que le prix du marché était de 18\$ et que l'Irak proposait à l'OPEP un prix de 25\$, qui n'était pas excessif, puisque le baril avait déjà atteint le prix de 35\$ auparavant. Ces bas prix avaient un impact désastreux sur l'économie irakienne. Par contre, ils influençaient très peu celle du Koweït qui a investi la plupart de ses avoirs dans l'économie des pays industrialisés.

Lors d'une entrevue désormais fameuse entre l'ambassadrice américaine en Irak, April Glaspie, et le président Saddam Hussein, quelques jours avant l'invasion, ce dernier avait fait état des revendications de l'Irak ; il avait de plus déclaré que les actions koweïtiennes équivalaient à une déclaration de guerre et que l'Irak ne saurait rester indifférent. À quoi April Glaspie aurait répondu que les ajustements de frontières entre l'Irak et le Koweït ne concernaient que ces deux pays.

De son côté, l'assistant du Secrétaire d'État aux affaires du Moyen-Orient, John Kelley, déclarait devant un comité du Sénat américain que les États-Unis n'avaient pas de traité de défense commun avec le Koweït ; et il intervenait directement pour annuler une émission

de la Voix de l'Amérique, qui diffuse en langue arabe sur ondes courtes et qui est très écoutée dans tout le monde arabe, émission portant sur les réactions éventuelles des États-Unis en cas d'intervention armée de l'Irak au Koweït. Ce dernier élément (et bien d'autres que nous ne pouvons mentionner faute d'espace) confirme l'idée que les déclarations de Glaspie n'étaient pas une bourde diplomatique, mais qu'elles reflétaient l'intention d'induire l'Irak en erreur sur les intentions véritables des États-Unis⁴.

La solution militaire plutôt que diplomatique

De plus, après l'invasion du Koweït, l'Irak a fait plusieurs ouvertures, proposant de se retirer du Koweït à certaines conditions. Le linguiste bien connu Noam Chomsky, professeur au MIT à Boston et spécialiste des questions du Proche-Orient, en a dénombré plusieurs, dont les dernières abandonnaient toutes les conditions demandées par l'Irak au début du conflit. Même la France a soumis une proposition, appuyée par plusieurs pays

européens et arabes, qui aurait pu éviter la guerre, mais cette proposition s'est immédiatement heurtée à l'intransigeance américaine. Il en ressort que les États-Unis ont consciemment et volontairement privilégié la solution militaire au détriment de la solution diplomatique, qui aurait pu être adoptée. Outre la responsabilité morale des forces de la coalition face aux quelque 100 000 morts que cette guerre a causés et qui auraient sans doute pu être évités, ce choix de la solution militaire au détriment de la solution diplomatique nous révèle aussi les caractéristiques de ce « nouvel ordre international ».

Que cherchaient les dirigeants du gouvernement américain en encourageant l'invasion du Koweït, puis en y réagissant par la guerre ? La réponse la plus plausible est que leur ancien protégé, l'Irak, devenu à présent mieux armé, aurait pu s'opposer à leur domination complète sur la région. Il commençait à constituer une puissance régionale dont les actions n'obéissaient pas à la logique des États-Unis. Il fallait donc trouver une excuse pour le détruire. Celui que l'on avait armé, financé et protégé des années durant, s'est vu tout à coup « démoniser » par une presse américaine plutôt acquise aux intérêts de l'Administration. On a « découvert » soudainement qu'il voulait posséder des super-canonnes capables de gêner Israël dans sa politique d'occupation des territoires palestiniens. En bref, il aurait pu constituer un grain de sable dans la machine qui voulait imposer le nouvel ordre américain sur la région.

La menace du Sud

Or quelle est la menace la plus grave à cette domination américaine ? Elle ne vient plus de l'Est, mais elle viendra sans doute du Sud. Le Sud reste – et devient de plus en plus – une réserve de richesses pour le Nord. Au transfert des ressources naturelles du Sud vers le Nord de l'époque coloniale, se sont ajoutés le transfert des ressources humaines par l'entremise de l'émigration (y compris celle des couches les plus scolarisées), et depuis 1983, le transfert des ressources financières. En effet, depuis



Canapresse

Au Québec, comme partout ailleurs dans le monde, des milliers sont descendus dans les rues pour appuyer une façon différente de réaliser ce nouvel ordre international.

4. Les tentatives de rectification, de la part de Mme Glaspie, devant la Commission sénatoriale des Affaires étrangères sont venues un peu tard (le 20 mars 1990, soit

cette date, les échanges commerciaux et le remboursement de la dette font que le flux net de capitaux se fait du Sud vers le Nord, des pays les plus pauvres vers les pays les plus riches (voir le graphique ci-contre).

Cet ordre mondial est maintenu à l'aide de politiques néfastes pour l'économie et l'autonomie politique des pays les plus pauvres. Mais les couches dirigeantes, dans ces pays pauvres, sont suffisamment liées aux intérêts occidentaux pour ne pas vouloir remettre cet ordre-là en question. La famille dirigeante du Koweït est l'exemple parfait, presque caricatural, de ces couches dirigeantes du tiers monde, extrêmement riches, archaïques, anti-démocratiques, mais qui sont maintenues au pouvoir par l'aide diplomatique et économique de Washington. Et quand cette aide économique et politique ne suffit plus, il reste toujours les armes...

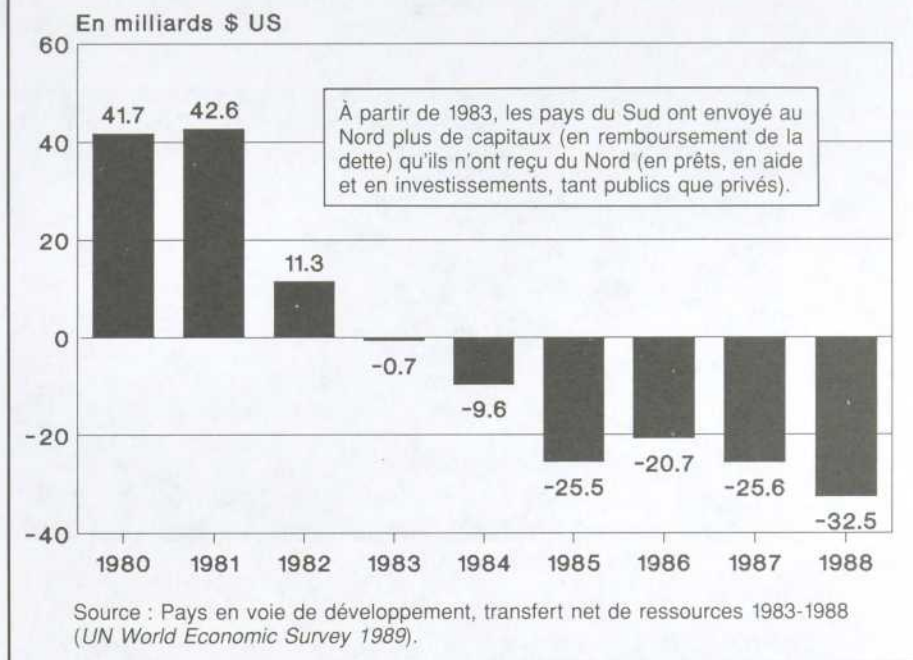
Et c'est là qu'intervient le rôle de l'Irak. Car même si son Président a fait preuve d'opportunisme en voulant récupérer à son avantage la question palestinienne et la question de la distribution des richesses dans le monde arabe, même si son régime a été caractérisé par un autoritarisme très dur, ce régime constituait, par ses orientations, une menace pour l'ordre dominant. Ce n'est certainement pas pour ses violations des droits de la personne que les États-Unis ont voulu le détruire, ni pour ses violations du droit international.

La légalité internationale

En effet, les États-Unis ont maintes fois fait fi du droit international. Condamnés par le Tribunal international de la Haye pour leur minage des ports au Nicaragua, ils n'ont même pas daigné répondre et encore moins payer l'amende à laquelle ils ont été condamnés. La légalité internationale ne les a pas empêchés non plus d'envahir le Panama, y causant bien plus de morts que l'armée irakienne au Koweït. Plus proche de la région du conflit, ils ont tout fait pour empêcher l'application des quelque 160 résolutions des Nations unies condamnant Israël pour son occupation des territoires palestiniens ! Cette attitude hautement sélective concernant la légalité internationale révèle que ce

huit mois après !) et ne semblent guère convaincantes. Voir *La Presse*, 21 mars 1991.

Les échanges Nord-Sud (transferts positifs et négatifs)



n'est pas les violations du droit international qui empêchent le président Bush de dormir, mais plutôt toute contestation – même partielle – de la domination américaine.

Ce n'est pas non plus la nature répressive du gouvernement irakien qui est en jeu. Admettons que le régime de Saddam Hussein soit sanguinaire. Faisons ensuite la liste de tous les régimes sanguinaires, responsables de la mort de milliers de citoyens innocents. On trouvera dans cette liste le gouvernement de Pinochet au Chili ; le gouvernement d'Israël (20 000 morts *civils* en plus de milliers de militaires, lors de l'invasion – illégale – du Liban en 1982 ; sans parler des autres victimes depuis 1948) ; le gouvernement de la Turquie (plusieurs milliers de morts lors de l'invasion – illégale – de Chypre)... et la liste pourrait s'allonger indéfiniment.

Or, non seulement ces gouvernements n'ont pas été réprimandés par les États-Unis, mais ils ont reçu, au contraire, un appui massif des États-Unis aux niveaux diplomatique, économique et militaire. La conclusion est claire : seuls ceux qui s'opposent à la domination américaine sont « démonisés », indépendamment de leur mérite en ce qui concerne la démocratie ou les droits de la personne. On peut ensuite justifier n'importe quelle action à leur égard, y compris l'assassinat de près de 100 000

de leurs citoyens (c'est le chiffre estimé des pertes irakiennes). On comprend mieux à présent que les États-Unis aient poussé l'Irak à envahir le Koweït, afin de se donner une excuse pour détruire non seulement l'armée irakienne, mais aussi l'infrastructure économique toute entière de ce pays. Et il se trouvera toujours des personnalités publiques pour défendre ces actions au nom de la morale ou de la légalité.

C'est cela le nouvel ordre international. En d'autres termes, ce nouvel ordre international risque de ressembler étrangement à l'ancien, avec la différence qu'il se donne maintenant la couverture légale des Nations unies pour justifier ses exactions. C'est une escroquerie monumentale que tout être humain encore lucide se doit de dénoncer.

Il faut souligner à cet égard le courage moral de l'ancien ambassadeur du Canada aux Nations unies, Stephen Lewis (qu'on peut difficilement accuser d'être pro-Saddam Hussein ou pro-palestinien), qui jour après jour, sur les ondes de Radio-Canada, a dénoncé sans relâche l'asservissement de l'ONU aux impératifs du Nouvel ordre américain sur la scène internationale. Le fait qu'il constitue une des rarissimes voix de la raison dans les classes politiques canadienne et québécoise laisse-t-il présager le pire ? ■
21 mars 1991

L'ORDRE NOUVEAU

par Jean-Marie Glé et Marc Maesschalck¹



Canapresse

S'est-on demandé l'impression que pouvaient produire les scoops du réseau de télévision CNN retransmis à Buenos Aires, à Dar es-Salam, à Karachi ou à Port-au-Prince ? C'était le spectacle terrifiant de la « justice » des puissants infligée à un pays rebelle. Au-delà des discours bien pensants sur le droit et sur les institutions gardiennes de l'ordre international, il y avait la réaffirmation implacable de la domination des intérêts et des stratégies du Nord sur ceux du Sud. Mais, plus grave encore, il y avait le sentiment que le rapport Nord/Sud, déjà si défavorable, a évolué vers le pire : la guerre a signalé le retour en force du « langage » des armes, c'est-à-dire de la remilitarisation de l'axe Nord-Sud, à la faveur de la démilitarisation de l'axe Est-Ouest.

Une stratégie de contrôle

Les États-Unis ont ainsi choisi de déployer une force considérable dans le Golfe. De nombreuses unités sont appelées à établir leurs quartiers permanents dans cette région. La menace de l'intervention militaire devient donc plus concrète pour beaucoup de pays. On assiste à la mise en place d'une stratégie de contrôle basée sur une structure lourde d'intervention, installée en différents points stratégiques, indépendamment des intérêts des pays de ces régions du monde.

Ne nous y trompons pas, cette stratégie militaire est l'appui logistique d'une réorganisation du système des rapports internationaux, tant du point de vue poli-

tique que des points de vue économique et idéologique. Sous leadership américain, les pays riches ont entraîné le monde dans une marche forcée vers un nouvel équilibre international. Au plan politique, il s'agit de favoriser la mise en place de structures de pouvoir plus fonctionnelles, capables d'appliquer rigoureusement des directives administratives et économiques émanant d'institutions comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, tout en favorisant l'émergence d'une classe de technocrates internationaux voués à la gestion de la dépendance. Au plan

1. Jésuites, ces deux auteurs collaborent à *Relations* dans le cadre d'un stage d'étude.

Premier colloque de Socabi

BIBLE ET PASTORALE

Défis et enjeux, hier, aujourd'hui et demain, ici et ailleurs

Sous la présidence de Michel Gourgues, O.P., président du Collège dominicain d'Ottawa;
avec la co-animation de Philippe Gendron, bibliste à Socabi

Du 6 au 9 juin 1991, à l'Université Laval, Québec

- Conférences
- Panels
- Salon de l'animation biblique
- Ateliers
- Échanges

Programme et formulaire d'inscription disponible sur demande

SOCABI

7400, boul. Saint-Laurent, Montréal H2R 2Y1 Téléphone: (514) 274-4381 Télécopieur: (514) 274-5184

économique, l'objectif est de contrôler l'accès aux ressources dont le Nord a besoin pour maintenir sa croissance artificielle : énergie, matières premières, main-d'oeuvre bon marché et patrimoine naturel. Aux enjeux énergétiques que Samir Amin percevait déjà dans sa critique de l'impérialisme, en 1974², s'ajoutent aujourd'hui des enjeux écologiques et ergonomiques.

Cette offensive des pays riches pour produire un nouvel équilibre mondial est aussi soutenu par une stratégie idéologique. Cet effort de légitimation comporte trois grands axes :

- 1) Les « valeurs démocratiques » – en fait libérales - propres à la tradition du Nord, et qui sont le modèle d'organisation sociale qu'il faut à tout prix exporter pour le sauvegarder et éviter le retour de la tentation totalitaire.
- 2) Les « valeurs écologiques » de respect et de sauvegarde du patrimoine terrestre qui appartient à tous et donne donc le droit à tous de faire tout ce qui est en leur pouvoir pour le préserver.
- 3) La lutte contre les idéologies et les utopies de libération, parce qu'elles conduisent les peuples du Sud au chaos économique et à l'arbitraire politique.

Mais cette idéologie justifie surtout la prépondérance des modèles de développement des pays riches et, plus spécifiquement encore, du développement des secteurs les plus rentables dans ces pays, indépendamment des besoins réels des populations locales, quel que soit l'endroit où elles vivent, au Nord ou au Sud.

Dans la partie qui est engagée et où la figure du Nord est encore appelée à se modifier en fonction de la réunification de l'Europe, on est arrivé au sommet des stratégies globales de domination qu'avait encouragées depuis longtemps la multinationalisation du capital. Cependant, Régis Debray fut assez clairvoyant pour nous avertir que tous les ordres politiques comptent autant sur leurs propres forces que sur l'illusion de pérennité que produisent leurs structures - pourtant provisoires - de domination³.

2. Voir Samir Amin, *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris, Ed. de Minuit, 1974 ; 365 p.
3. Régis Debray, *Critique de la raison politique*, Paris, Gallimard, 1981 ; 473 p.
4. Dietrich Bonhoeffer, *Résistance et soumission. Lettres de prison*, Genève, Labor et Fides, 1973 ; 445 p.



Dave Collins/Save the children (Développement et Paix)

La réponse à ce nouvel ordre imposé d'en haut ne peut venir que d'en bas : c'est dans chaque communauté locale qu'il faut recréer un tissu social résistant, se donner des solutions originales, à échelle humaine.

Une riposte à notre portée

L'apogée des stratégies globales pourrait aussi marquer le début de leur déclin. Si, conscients de l'impossibilité de faire valoir nos droits et nos préoccupations devant toutes ces superstructures de pouvoir, nous cherchions tout simplement à bâtir dans notre environnement immédiat des pratiques différentes en disjonction avec les logiques dominantes, les choses commenceraient à changer. Si le local commençait à s'organiser et à former un tissu résistant et capable de définir ses priorités, devant chaque problème concret, le système global achopperait et entrerait en crise. Si, plutôt que de vouloir des solutions mécaniques à des problèmes types, des solutions standard et mal adaptées mais absolument quantifiables et gérables par le système global, on produisait en chaque situation humaine des solutions originales, la stratégie globale d'embrigadement commencerait à se fissurer.

On ne parle plus de révolution aujourd'hui. La théologie de la libération, depuis plusieurs années, nous parle plutôt de résistance dans la captivité, en mémoire notamment de Dietrich Bonhoeffer⁴. Sans doute, cette résistance a-t-elle aussi ses aspects coûteux, puisqu'elle se refuse aux avantages que le système dominant fait miroiter sous ses yeux. Elle accepte de suivre la longue marche des pauvres, peut-être parce que la vie humaine et toutes ses solidarités ne valent la peine qu'à ce prix, dans un combat quotidien où l'on partage ce que l'on a vraiment défendu ensemble. L'Ordre nouveau fête aujourd'hui ses macabres victoires et clame triphalement ses préceptes moraux et juridiques, qui ressemblent plus à la féodalité des temps modernes qu'à la réalisation d'une quelconque démocratisation internationale. Toutefois, cet ordre, aussi impressionnant soit-il, repose sur le consentement et l'embrigadement des humains dont il se nourrit, et leur résistance opiniâtre dans le quotidien des situations locales pourra devenir la pierre d'achoppement par où basculera la machine répressive. ■

en bref

À l'occasion du 50^e anniversaire de la revue, le supérieur Provincial des Jésuites du Canada français a rendu **hommage à Relations** en réunissant pour un souper de fête les principaux artisans de la revue. Invité d'honneur, le fondateur même de *Relations*, le P. Jean-D'Auteuil Richard, a tenu à féliciter notre équipe pour son dynamisme et son sens de l'adaptation au temps présent. La directrice actuelle, Gisèle Turcot – qui s'est vu décerner la médaille que la Compagnie de Jésus offre à ses collaborateurs émérites – a souligné comment la force de *Relations* reposait en bonne partie sur la grande variété d'âge des membres du comité de rédaction : entre 25 et 70 ans...

V.O. le magazine de vie ouvrière fête **40 ans de complicité avec le Québec populaire**. Depuis 1951, sous diverses appellations, cette revue appuyée par les Oblats n'a cessé de traduire sa solidarité concrète avec les classes populaires et leurs organisations. D'inspiration ouvertement chrétienne, elle n'a pas hésité à prendre position dans certains débats difficiles. Pour amorcer les fêtes du 40^e, V.O. publie dans son numéro de mars-avril une entrevue avec Michel Chartrand et un dossier sur Sexualité et liberté : belle illustration de la fidélité et du courage du magazine (1212 Panet, Montréal H2L 2Y7, Tel. 514-523-5998).

En plus du *Colloque Bible et pastorale* (6-9 juin 1991), le cinquantième anniversaire de la Société catholique de la Bible sera souligné par une grande exposition du Musée de la Civilisation, à Québec, qui se tiendra du 26 mars au 25 août 1991 et qui portera sur **La Bible entre mots et images**. Pour toute information, s'adresser à SOCABI, 7400 boul. St-Laurent, Montréal H2R 2Y1, tél. 514-274-4381.

On ne saurait trop encourager les débats et les analyses, particulièrement en ces périodes de choix collectifs importants. La **Centrale de l'enseignement du Québec** veut faire sa part en publiant, deux fois par année, la revue *Options* qui veut être, pour ses membres entre autres, un instrument de réflexion, de rayonnement et de démocratie. Le premier numéro (printemps-été 91) aborde une dizaine de sujets, dont le rapport entre indépendance nationale et souveraineté populaire. CEQ, 9405 rue Sherbrooke est, Montréal H1L 6P3, tél. 514-356-8888.

Dans moins d'un an, on « fêtera » les 500 ans de la « découverte » de l'Amérique par Christophe Colomb. Le débat fait rage sur le sens à donner à cet anniversaire. Les populations autochtones des Amériques et les organisations qui sont solidaires avec elles se sont regroupées pour donner un autre son de cloche aux célébrations d'une histoire dont elles ont d'abord été les victimes. Ici, au Québec, la Coalition Montréal 92 a déjà commencé à organiser des activités et peut être rejointe au 3575 boul. St-Laurent, local 510, Montréal H2X 2T7, (514) 843-9010. Gustavo Gutierrez a publié à ce sujet **1492-1992 : Retour à l'envers de l'histoire** (Foi et développement, no 189, janvier 1991). Le cahier 110 de la revue *Interculture* (hiver 91) est également consacré à la question : « Un appel au dialogue entre Amérindiens et Blancs ».

La contribution des femmes aux transformations de notre société a trop souvent été occultée. Ce n'est pas un hasard si ce sont souvent des femmes qui ont à coeur de transmettre aux jeunes générations la mémoire collective : la réalisatrice Sophie Bissonnette donne ainsi la parole à Léa Roback dans son tout récent film *Des lumières dans la Grande noirceur*, diffusé par Cinéma libre (514-849-7888). Pour encourager la poursuite de cette **contribution des femmes au changement social**, l'importante bourse Thérèse F.-Casgrain, offerte tous les deux ans, a été accordée récemment à une autochtone, Mme Mary Ellen Turpel, professeure de droit à l'Université Dalhousie, pour lui permettre de mener une recherche sur les femmes autochtones et les droits de la personne.

La guerre du Golfe a monopolisé toute l'attention. Pourtant, bien d'autres conflits graves et meurtriers se poursuivent, inaperçus, un peu partout. La Fédération internationale des droits de l'homme nous signale qu'**en Indonésie**, la répression (qui se continue au Timor Oriental) s'abat maintenant sur la province d'Aceh : plus de 5000 civils auraient été tués en 1990 et des milliers de prisonniers politiques seraient détenus et souvent torturés. Le gouvernement Suharto refuse toujours toute enquête sur ces allégations. La situation n'est guère meilleure **au Sri Lanka**, où le cycle de la violence s'est accentué et ne se limite plus au Nord et à l'Est de l'île, mais s'étend maintenant au Sud où de 20 à 50 disparitions par semaine seraient signalées depuis 1990 (60 000 disparitions dans tout le pays depuis 1987), selon une mission d'enquête du Parlement européen. (*Bulletin de la FIDH*)

LE PLURALISME ETHNIQUE AU QUÉBEC

par Gregory Baum¹



Permettez-moi de vous soumettre quelques réflexions sur la question du pluralisme ethnique au Québec. Nous sommes ici en solidarité, car nous nous opposons à ce qui empêche les immigrants et les nouveaux venus de se sentir chez eux au Québec. Je ne traiterai pas ici de la présence des peuples autochtones, opprimés, marginalisés et privés de leurs terres depuis des siècles, et qui nous rappellent aujourd'hui des choses que nous aimerions mieux oublier. L'angle sous lequel j'aborde le problème des communautés ethniques m'est suggéré par mon expérience personnelle : j'ai passé une trentaine d'années à Toronto avant de venir m'établir à Montréal. Je suis donc particulièrement sensible aux différences entre le Québec et le Canada anglais, jusque dans le domaine des rapports interethniques.

Regret n'est pas racisme

Il me semble d'abord qu'il ne faut pas s'empresser de mettre au compte du racisme le malaise, le regret, comme le sentiment d'avoir perdu quelque chose, que provoque chez la population en place l'arrivée des immigrants parmi eux. Plusieurs d'entre nous ont pu apprécier dans leur pays d'origine tout ce que représente le fait de vivre dans une communauté homogène. Le foyer semble déborder, rayonner, se prolonger dans la rue, et de la rue dans le voisinage. L'arrivée des nouveaux venus brise cette homogénéité et suscite tout d'abord un sentiment de perte. Les gens regrettent la cohésion d'autrefois.

Il semble bien que ce soit une erreur d'imputer au racisme cette forme de regret. Les gens ont le droit de se plaindre d'avoir perdu un bien précieux sans qu'on les oblige à s'en trouver coupables. Ils ont le droit de vivre leur deuil. Le deuil, cependant, ne dure qu'un temps. À la tristesse doit succéder le retour à la réalité : on regarde la situation présente en face, on laisse le passé derrière soi et on s'applique à s'adapter au nouveau contexte.

1. Communication présentée à la Ligue des droits et libertés, à Montréal, le 29 novembre 1990. Nous lui avons conservé le ton de la conversation.

Le racisme (j'entends par là le mépris des autres groupes ethniques) est un obstacle majeur à ce processus d'adaptation.

Le racisme québécois

Selon qu'on est grand ou petit pays

Le racisme peut avoir différentes causes. J'en retiens deux. La première plonge ses racines dans l'empire. Un État impérial qui conquiert, soumet et exploite d'autres nations a besoin d'une idéologie capable de justifier, de légitimer sa politique de domination. C'est bien ce à quoi servent les théories de supériorité raciale ou culturelle. Les grands empires ont suscité dans leur population des attitudes de mépris à l'égard des nations colonisées, tenues pour inférieures. Ces attitudes racistes ont été intégrées à la culture dominante. Quelquefois on a utilisé des symboles chrétiens, par exemple l'élection divine du peuple chrétien, pour légitimer le sentiment de supériorité. Les enfants élevés dans cette culture ont hérité de ses préjugés sans même s'en rendre compte.

Il y a cependant une autre forme de racisme qui, elle, apparaît dans les petits pays. Une nation plus petite peut facilement en venir à mépriser une minorité ethnique vivant en son sein, si elle voit en elle un obstacle à la réalisation de sa destinée collective.

Prenez le destin tragique de la Pologne au XIXe siècle, divisée et redivisée entre les grands empires russe, autrichien et allemand. À cette époque, les Polonais aspiraient à l'indépendance et à la liberté. Ils en sont venus à regarder leur importante minorité juive comme un obstacle à l'unité culturelle et à la solidarité sociale qu'exigeait le combat pour l'émancipation nationale. La minorité juive était vue comme un obstacle à la réalisation de la destinée nationale. Ici, on a aussi utilisé des symboles chrétiens – la victoire de l'Église sur la synagogue – pour alimenter le mépris à leur endroit. C'est de cette façon que germe le racisme dans les petits pays qui luttent pour le droit à l'autodétermination.

Nous pouvons observer le même phénomène de nos jours dans les nations colonisées de l'Europe orientale. Pour s'affirmer contre le pouvoir dominant, elles sentent le besoin d'une forte solidarité nationale – et c'est pourquoi la présence de minorités en leur sein peut provoquer chez elles un ressentiment raciste. Même chose en Israël pour le racisme cultivé par le parti Kach et son leader, feu le rabbin Kahane : la présence des Palestiniens est vue comme un obstacle à la réalisation du rêve national.

Où qu'il apparaisse, le racisme est un péché. Mais ce qui découle de ce que nous venons de dire, c'est que les attitudes racistes qu'on rencontre à Toronto et à Montréal ont des causes assez différentes. À Toronto, le racisme s'enracine surtout dans le sentiment de supériorité, hérité de la culture impériale britannique, tandis qu'à Montréal, chez les Québécois francophones, le racisme se nourrit plutôt du sentiment que la présence de minorités constitue un obstacle dans la lutte pour l'identité nationale et la survie culturelle. Il est possible, alors, qu'un Québécois ait du mépris pour certains groupes d'immigrants, tandis que lui-même se voit méprisé comme « pea-soup » par certains Anglo-Canadiens bigots.

Si ce diagnostic est juste, il s'ensuit que le discours employé pour combattre le racisme – le discours que nous tenons tous – ne sera pas le même à Montréal et à Toronto. À Montréal, à mon avis du moins, il importera surtout de montrer que le pluralisme ethnique, loin de constituer une menace pour l'identité culturelle du Québec, est pour elle un moyen de se développer et de s'épanouir : un défi et une chance.

J'en suis convaincu, les communautés ethniques ne vont respecter le combat du Québec pour se poser en société distincte que si les Québécois déjà établis leur donnent des gages concrets d'accueil et de solidarité. Autrefois, les Québécois francophones étaient trop insécures pour leur ouvrir les bras. Ce n'est plus le cas. Je suis heureux de voir changer le discours des nationalistes québécois, qu'il s'agisse du parti Québécois ou de la Société Saint-Jean-Baptiste. Ils disent clairement que le Québec de demain sera ethniquement pluraliste. Bien sûr, les mots ne prennent tout leur poids que lorsque les gestes suivent. Je suis sûr que la Ligue, qui nous reçoit aujourd'hui, sera la première d'accord.

Les vraies menaces pour notre culture

Qu'est-ce que la culture ? La culture est un ensemble de coutumes, de valeurs, de lois et d'institutions qui expriment l'éthos d'une communauté et régissent les rapports de ses membres les uns avec les autres. Je suis plutôt mal à l'aise quand j'observe avec quelle facilité bien des gens parlent de la



Pourquoi certains jeunes sont-ils portés vers le crime ?

Que peuvent faire les citoyens pour réduire ce problème ?

Un programme éducatif pour adultes et adolescents. Les participants examinent la réalité des comportements délinquants, le rôle du système judiciaire et la responsabilité communautaire pour la prévention du crime.

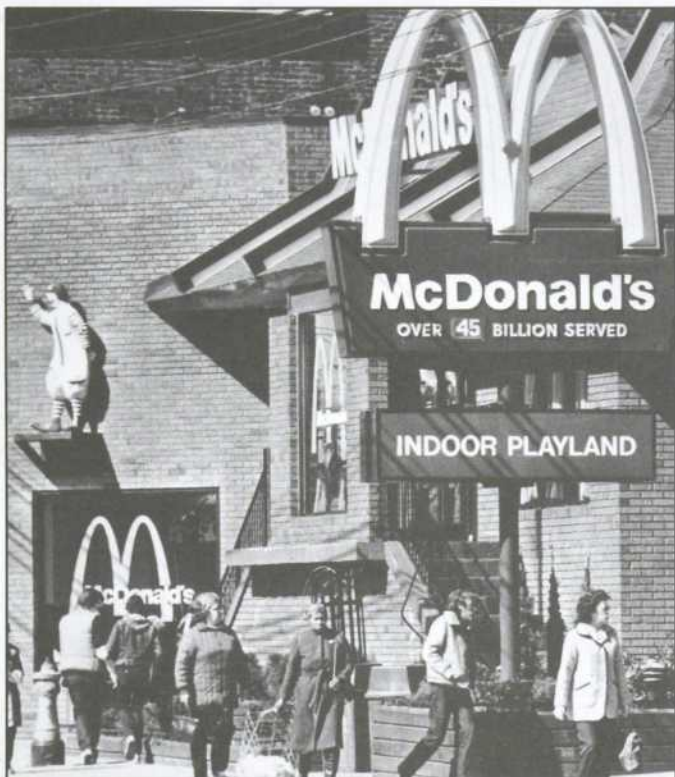
Cette trousse comprend :

- Plan d'action pour dix sessions d'étude en petit groupe
- Vidéo
- Série de lectures et documentation
- Marche à suivre pour chaque étape

Pour renseignements :

Le Conseil des Églises pour la Justice et la Criminologie

507 Bank, OTTAWA,
Ontario K2P 1Z5
(613) 563-1688



La véritable menace pour la culture québécoise ne vient pas des nouveaux immigrants : c'est plutôt le processus omniprésent de l'américanisation : partout on mange les mêmes *Big Mac* et on rêve à partir des mêmes épisodes de *Dallas*...



culture canadienne, de la culture québécoise, et de la culture des communautés ethniques. Je n'ai toujours pas compris ce que signifie le mot « multiculturalisme ». Je préfère, pour ma part, parler de culture « primaire » et de culture « secondaire », même si je ne suis pas tout à fait certain de l'utilité de ces appellations.

La culture primaire, c'est celle de la maison, du foyer. C'est elle qui détermine la langue qu'on parle, l'éducation des enfants, leurs rapports avec les parents, la nourriture qu'on mange, l'aménagement et la décoration de la maison, les liens avec les autres membres de la parenté, avec les voisins et les personnes âgées, les fêtes célébrées en famille, etc. Dans les sociétés prémodernes, cette culture primaire avait tendance à déborder de la maison sur la rue, de la rue sur le voisinage, la petite ville et même éventuellement sur toute la société.

La culture secondaire, elle, désigne les coutumes, les valeurs, les lois et les institutions produites par les grandes structures de la société moderne, en particulier par l'économie de marché, la technologie et le système politique. Le pouvoir de cette culture est écrasant. Elle gruge inexorablement les cultures primaires.

Le marché capitaliste engendre une idéologie de la consommation. Même si nous n'avons pas d'argent, le marché nous fait rêver de ce que devrait être notre vie. Le marché influence nos goûts, nos valeurs, nos désirs. Nos rêves deviennent matérialistes et individualistes. La technologie, elle, suscite la confiance dans les inventions scientifiques. Elle peut nous faire perdre confiance dans les savoirs dont nous avons hérité. Elle nous fait nous tourner vers la science, seule sagesse digne de foi, bien plus efficace que la sagesse que nous ont transmise les cultures primaires. Enfin, la démocratie politique engendre des valeurs comme la liberté individuelle et l'esprit égalitaire, valeurs qui entrent parfois en conflit avec les cultures primaires, celles-ci produisant un plus grand sens de la solidarité sociale.

J'ai le sentiment que, dans l'ensemble, les immigrants qui apportent avec eux leurs cultures primaires sont profondément influencés par le marché, par la technologie et par la démocratie politique. Ils s'assimilent rapidement à la grande majorité : ils commencent à rêver des mêmes biens de consommation, s'en remettent aux mêmes appareils perfectionnés, vénèrent les mêmes découvertes scientifiques et aussi – heureusement – s'organisent pour défendre leurs droits, faire pression sur l'hôtel de ville et sur les partis politiques. Dès la deuxième génération, ils ont souvent de la difficulté à rester attachés à leur culture primaire.

Pour moi, ça n'a pas de sens de parler de culture canadienne ou de culture québécoise comme s'il s'agissait d'ensembles bien constitués de coutumes et de valeurs. Il me semble que nos cultures ont été en quelque sorte brisées ou fragmentées. Ce à quoi nous sommes attachés, ce ne sont que certains restes des cultures dont nous avons hérité. Mais le pouvoir culturel du marché, de la technologie et de la démocratie politique est tel que Canadiens et Québécois vivent de plus en plus dans le même monde, un monde défini par la grande République de nos voisins du Sud. Les cultures primaires ont tendance à se perdre, à se déplacer, celles des immigrants comme celles des communautés déjà établies.

Fernand Dumont, professeur à l'université Laval, a souvent déploré la « déculturation » qui se produit actuellement. La culture primaire cède la place aux coutumes et aux valeurs générées par les institutions dominantes. Ce qui menace la culture du Québec, ce n'est pas la présence de différentes communautés ethniques, bien au contraire, c'est le processus constant et pratiquement incontrôlable de l'américanisation.

Par contre, l'expérience m'a enseigné que la présence de différentes communautés ethniques dans un pays où elles se sentent chez elles constitue une immense richesse culturelle. ■

À la lumière des pratiques esclavagistes d'une sainte

L'« INCHANGEABLE MORALE »

par André Guindon

théologien, Université Saint-Paul, Ottawa

ancien élève des « Soeurs Grises » et membre d'une Église locale grandement redevable à ces religieuses, je considère de mauvais goût les articles qui, dans les livraisons du journal *Le Droit* précédant la canonisation de Marguerite Dufrost de LaJemmerais, ont insisté sur la controverse autour des pratiques esclavagistes de la veuve de François You de Youville. Il aurait été plus indiqué de faire valoir les contributions de cette Québécoise hardie qui s'est engagée, pendant la dernière moitié de sa vie, au service des plus démunis¹.

Comment expliquer ce manque de fierté nationale et féministe dans plusieurs de nos médias ? Chasse au sensationnel ? Sans doute. On ne peut écarter, cependant, le scandale de la conscience morale qui a du mal à réconcilier des pratiques esclavagistes avec la sainteté d'une femme qui a vécu à l'aurore de l'époque contemporaine. Aussi, les festivités religieuses terminées, faut-il examiner ce dossier de plus près.

Les articles de la Presse canadienne qui ont alimenté les journaux locaux font entendre les deux voix qui s'opposent dans ce débat. L'une dénonce le scandale. On cite Howard Adams, ci-devant professeur d'histoire, qui aurait dépeint Mère d'Youville en commerçante éhontée de « chair humaine ». Troquant son ex-chaire d'histoire pour celle de *preacher*, il l'aurait aussi jugée « immorale ». Soulevées d'indignation à l'idée que leur fondatrice ait été propriétaire d'esclaves, des révérendes mères de la Charité auraient riposté en niant les allégations. L'autre voix est entendue dans ce commentaire laconique d'André Cimichella, évêque auxiliaire à Montréal : « C'était ainsi à cette époque² ». Maurice Girard confirmera dans la Presse canadienne que cette autre voix représente en effet la position « officielle ». Il cite « les cercles religieux de Rome », qui auraient fait valoir qu'« il est périlleux de vouloir juger le passé avec un regard contemporain³ ».

Qui a raison ?

Que les religieuses de la « voix scandalisée » en prennent leur parti ! Mère d'Youville possédait incontestablement, au temps où elle était supérieure de l'Hôpital général de Montréal, trois esclaves et trois autres (peut-être quatre) étaient la propriété de l'hôpital⁴. Ces filles et ces garçons esclaves étaient amérindiens, majoritairement des *Pawnees* ou des *Panis*, comme on les désignait en Nouvelle-France, capturés par les alliés indiens des Français⁵.

A-t-on raison de s'en scandaliser ? On comprend celles et ceux qui, admirateurs ou dénigrateurs de Marguerite d'Youville, jugent ces comportements inadmissibles. Le refus des attributs

juridiques de la personnalité à un être humain, par lequel on définit l'esclavage proprement dit⁶, manifeste une éthique selon laquelle certaines gens ne jouiraient pas de la même dignité humaine que leurs maîtres. Cette idée contredit une notion fondatrice de l'éthique occidentale contemporaine ainsi que la doctrine de l'unité du Corps de Christ qui abolit la distinction entre « esclaves et hommes libres » (Gal. 3,28 ; 1 Co. 12,13 ; Col. 3,11).

La « réponse officielle » n'est-elle donc qu'un autre plaidoyer *pro domo* ? Raymond Naz, une autorité incontestée dans l'exposé et la défense du droit de l'Église catholique, explique que l'institution ecclésiale a dû « composer » avec les idéologies et les situations esclavagistes qui s'imposaient à elle de l'extérieur. L'Église n'aurait jamais embrassé les vues esclavagistes, mais elle les aurait « tolérées », en attendant de convertir les nations à ses propres vues égalitaires⁷.

Le renommé canoniste oublie de faire état d'un facteur qui infirme sa thèse : autant des princes très chrétiens, munis de bénédictions papales, que des hommes et des femmes d'Église ont possédé des esclaves. Anthony Pagden a publié une étude magistrale sur les débats théologiques qui ont suivi la réduction en esclavage des peuplades amérindiennes par les très catholiques Ferdinand et Isabelle d'Espagne, avec la permission explicite du pape Alexandre VI en 1493. Celui-ci pouvait même invoquer le précédent établi en 1455 par le pape Nicolas V, qui donnait la permission à Alphonse V du Portugal de réduire en esclavage les habitants des territoires africains du Cap-Bojador, au Cap-Nun⁸. Lorsque Francisco de Vitoria et ses disciples de l'illustre Université de Salamanque argumentèrent que les amérindiens ne pouvaient être considérés comme des « esclaves par nature », l'orthodoxie catholique de l'époque s'en scandalisa et s'affaira à faire taire ces théologiens dissidents.

Deux siècles plus tard, comme le souligne Marcel Trudel, la cause de la libération des esclaves n'avait guère progressé : « de hauts dignitaires du clergé, des curés, des religieux et des communautés ont eu leurs esclaves » et « l'Église canadienne

1. *Le Droit*, 6 déc. 1990, p. 37 ; 7 déc. 1990, p. 12 ; 8 déc. 1990, p. 29.

2. *Idem*, 6 déc. 1990.

3. *Idem*, 8 déc. 1990.

4. Marcel Trudel, *L'esclavage au Canada français : Histoire et conditions de l'esclavage*, Québec, Les Presses Universitaires Laval, 1960, p. 153. L'auteur ne distingue cependant peut-être pas toujours suffisamment la notion d'esclavage de celles de la domesticité et de l'adoption dans le contexte de l'époque.

5. Ces faits sont maintenant largement diffusés comme en témoigne *Chronicle of Canada*, sous la dir. d'Elizabeth Abbott, Montréal,



Tableau de Flore Barrette, in *Les Soeurs Grises*, p. 3

Marguerite d'Youville a cherché à faire le bien tel que la conscience morale de son époque l'interprétait.

ne s'est jamais prononcée sur l'esclavage⁹ ». Il cite même le *Catéchisme* (1702) et le *Rituel* (1703) du diocèse de Québec qui enseignaient que le second des empêchements qui rendent le mariage nul, « c'est l'erreur de la condition : épousant une personne esclave que l'on croirait libre, le mariage serait nul » ; et que les esclaves sont au rang de ceux qui ne peuvent avoir accès à la prêtrise¹⁰. Trudel ne précise pas que ces prévisions juridiques transmises par Mgr de Saint-Vallier à ses diocésains étaient celles de l'Église romaine, qu'elles figuraient encore dans le *Codex Juris Canonici* de 1917, aux canons 1083 no 2 et 987,4^o respectivement, et qu'elles sont demeurées en vigueur jusqu'à la promulgation du nouveau Code en 1983 !

L'Église catholique serait donc mal venue, n'en déplaise à Raymond Naz, de jouer, dans cette affaire, les « vertueuses offensées ». Elle ne s'en est pas tenue à « composer » avec les pratiques esclavagistes d'autrui. Elle était partie prenante de ces moeurs d'une société chrétienne dont elle se distinguait d'ailleurs mal. Les prophéties scripturaires de libération humaine ne se sont traduites en une prise de conscience du respect dû à la « dignité fondamentale » de toute personne humaine qu'après la Révolution française. Témoin cette quasi théocratie catholique du Québec où l'esclavage ne cessera qu'au XIXe siècle.

Par contre, cet état de fait donne, en effet, aux défenseurs de la canonisation de Marguerite d'Youville un argument valide. Si la sainte femme n'a pas été plus prophétique sur ce point précis que les bonnes et pieuses personnes de son époque, on ne saurait lui imputer une « immoralité » qui présuppose la conscience morale de mal agir. Si elle existait chez certains, cette conscience du mal esclavagiste n'était pas commune.

La morale change-t-elle ?

Ironie impayable dans ce débat : les antagonistes se font porte-parole de positions qui ne leur sont pas congénitales. D'une part, un historien de métier fait preuve d'un manque élémentaire de conscience historique en portant des jugements anachroniques sur les moeurs d'une personne du XVIIIe siècle. D'autre part, les gardiens de l'« orthodoxie morale » plaident en faveur d'un développement historique de la conscience morale. Depuis la crise moderniste, pourtant, ceux-ci refusent systématiquement de reconnaître la validité d'une telle évolution. Pourquoi donc les défenseurs de l'immutabilité morale se font-ils les champions d'une canonisation qui érige en modèle une propriétaire d'esclaves en plaidant l'évolution des moeurs ? Si cet argument vaut dans le cas de pratiques esclavagistes, ne vaut-il pas pareillement pour tant d'autres pratiques que la conscience contemporaine de personnes intègres évalue différemment que ne le faisait la conscience de nos ancêtres ?

Devant cette objection, les traditionalistes ne restent pas sans réponse. Celles qu'ils donnent m'apparaissent néanmoins peu convaincantes. La plus fondamentaliste est la prétention de trancher tous les débats éthiques par un simple appel aux

Chronicle Publications, 1990, p. 75.

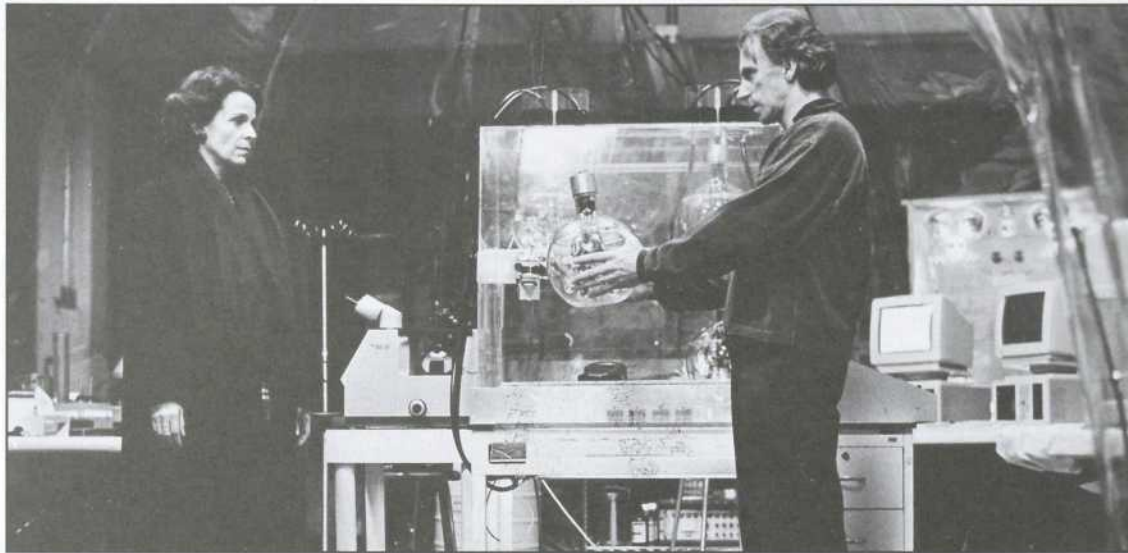
6. Raymond Naz (dir.), *Dictionnaire de Droit Canonique*, Paris, Letouzey et Ané, 1953, T. V, col. 448.

7. *Idem*, col. 448-454, où on trouvera un abrégé de ces « compositions juridiques ».

8. Anthony Pagden, *The Fall of Natural Man : The American Indian and the Origins of Comparative Ethnology*, Cambridge, Cambridge University Press, 1982, p. 29-30.

9. *Op. cit.*, p. 332.

10. *Op. cit.*, p. 38-40.



Portrait d'éternité de Robert Favreau (Séquences)

Face aux problèmes radicalement nouveaux que posent, par exemple, les nouvelles techniques de reproduction humaine, comment se situe la morale ? Change-t-elle ? Ou est-ce nous qui changeons ?

normes morales néo-testamentaires. Dans notre cas, cette approche n'avantagerait guère les objecteurs : le dossier scripturaire qu'on pourrait « monter » contre certaines conduites condamnées par l'éthique catholique officielle, dans le domaine sexuel notamment, pâlit à côté de celui qu'on peut évoquer contre l'institution esclavagiste. Laissons donc là ces considérations qui soulèvent, du reste, des problèmes exégétiques et herméneutiques considérables.

Une deuxième réponse s'attaque à la nature des exemples historiques allégués. Si l'Église a renversé son enseignement sur la moralité du prêt à intérêt, de l'objection de conscience, de l'autorité paternelle, de la forme démocratique du gouvernement, etc., cela est dû à des facteurs purement « extérieurs » à la nature humaine. Les situations économiques, sociales ou politiques ayant changé, il était normal que nous ayons eu à modifier nos jugements moraux quant à certaines pratiques dans ces domaines.

En plus de présupposer une vue non interactionniste périmée de la structuration humaine, cette réponse est assez mal venue dans le cas qui nous occupe. S'il est incontestable que des changements sociaux, politiques et économiques ont contribué à la disparition juridique du statut d'esclave, le jugement moral en cause porte sur la condition humaine elle-même : tous les êtres humains sont-ils, oui ou non, des sujets transcendants qui ont en eux-mêmes leur propre raison d'être, qui sont à eux-mêmes leur propre fin ? En les traitant comme des biens mobiles, objets de pratiques commerciales, on répond négativement à cette question. Que nos pieux ancêtres aient fait baptiser leurs Panis et aient espéré les retrouver en paradis ne change rien à leur discernement moral. Plusieurs bonnes personnes souhaitent aujourd'hui revoir leur toutou au ciel même si elles reconnaissent que celui-ci n'est pas un être humain.

Cette considération infirme également une troisième réponse que le conservatisme oppose à l'évolution morale : d'aucuns concéderont que certaines normes concrètes ont pu changer, mais jamais cependant les principes. Quelles qu'aient été les justifications de l'esclavage en Occident, le groupe dominant a jugé que certains groupes humains affichaient, par disposition mentale, psychologique, sociale, historique ou autre, une altérité humaine inauthentique par rapport à la leur et que cette différence fournissait la preuve de leur infériorité et justifiait leur asservissement. Nous estimons aujourd'hui que c'est là une

erreur qui porte et sur la norme pratique de l'esclavage et sur le principe fondamental de la dignité irréductible de tous les êtres humains, quelles que soient leurs « différences ». Il s'agit bien d'une évolution de la conscience morale sur la nature même de la personne humaine.

Ce qui reste d'inchangeable

Francisco de Vitoria enseignait que la reconnaissance des principes « inchangeables » de la loi morale se fait par la *communis persuasio*. À preuve, le devoir qu'a le père, non la mère, d'éduquer les enfants. Quiconque nierait cette évidence commune de la conscience morale, ajoutait-il, ne le ferait que pour rire : « *Non serio sed joco diceret*¹¹ ». Pourtant, ce « principe évident » de la loi naturelle n'emporte plus, comme tant d'autres, la « conviction commune » de nos contemporains. L'histoire de ces retournements de l'évidence morale ne doit-elle pas nous ramener à des vues beaucoup plus modestes sur l'« inchangeabilité » des normes et des principes moraux ? L'opinion d'un Thomas d'Aquin, par exemple, qui suggère que le seul principe que la conscience morale perçoit « en direct », pour ainsi dire, est le suivant : fais le bien et évite le mal¹² ? Ou celle d'un Paul de Tarse qui pense que la charité est seule digne d'une quête absolue (1 Co. 13) ?

« Mère à la charité universelle », Marguerite d'Youville a mérité la reconnaissance de l'Église parce que, nonobstant les limites inévitables de ses discernements, elle a cherché à faire le bien tel que la conscience morale de son époque l'interprétait. Puisse son exemple aider l'Église à se centrer de nouveau sur cet essentiel, plutôt que de mettre en jeu sa crédibilité doctrinale et pastorale en s'acharnant à défendre des positions éthiques que la *communis persuasio* des femmes et des hommes probes de notre époque ne supporte plus. ■

11. Francisco de Vitoria, *De iustitia*, Madrid, Beltran de Heredia, 1934, Vol. I, p. 8.

12. Thomas d'Aquin, *Summa Theologiae*, I^a-II^{ae}, q. 94, a. 2.

Lectures

Jacques Julliard : *Le génie de la liberté*

Jean-François Beudet : *L'autre révolution*

CSÉ : *Développer une compétence éthique pour aujourd'hui*

Christian Mistral : *Vautour*

Le génie de la liberté

Souvent les grands bouleversements sont porteurs de signes que cachent les décombres des structures révolues. Certains confondent les signes avec les décombres. Ils voient dans la perestroïka et les retombées qu'elle a provoquées, la débâcle intellectuelle et politique de la gauche et le triomphe, *urbi et orbi*, du mercantilisme. D'autres, comme Jacques Julliard, voient dans l'effondrement du système totalitaire et de son idéologie, une victoire de la démocratie d'une part, et la chance de réactualiser librement la critique du capitalisme de l'autre.

Dans un petit livre incisif et mordant, l'auteur cherche à libérer une pensée de gauche ensevelie sous les décombres de la social-bureaucratie : « quel plus bel hommage à l'idéologie que la fidélité que lui aurait conservée celui qu'elle était en train de broyer ? »

Sans trop se perdre en nécrospectives, l'auteur dévoile à grands traits les mécanismes de la stagnation et de l'effondrement, pour s'attaquer à la « bacchanale de l'argent » et lui opposer, au-delà de Marx et de Taylor, un

« modernisme de gauche ». Il s'agit « d'une démarche qui, tout en prenant en charge les problèmes de la social-démocratie, ne se limiterait pourtant ni à la défense tribunitienne des classes laborieuses, ni à la bataille pour la répartition des salaires ».

S'appuyant sur la pensée d'André Gorz et d'Alain Lipietz, Julliard accepte l'économie de marché tout en s'opposant à l'envahissement des secteurs non économiques de la vie sociale par la rationalité économique, à la transformation de toutes les relations humaines en relations marchandes, et à la disparition de la notion d'utilité sociale de la production. Il rejette l'économie de prédation et les sociétés qui « n'ont cessé de puiser dans le stock éthique accumulé au cours des âges antérieurs, sans souci de le renouveler ».

Même si la plupart des exemples et des faits auxquels il se réfère relèvent de l'expérience politique française et de ses structures, ceux-ci servent de point d'appui à un corps d'analyses non mélancoliques, qui reposent sur les droits de l'homme et dont la pertinence reste internationale. On peut ne pas être d'accord ou vouloir nuancer une analyse qui, dans un but politique implicite ou explicite,

sacrifie parfois la profondeur à la clarté. *Le génie de la liberté* est cependant loin d'être un « package deal ». Le livre s'inscrit dans la préoccupation qu'ont les hommes et les femmes engagés de redéfinir, dans la perspective d'un humanisme chrétien, une pensée politique et sociale qui ne s'arrête pas aux paniers de Noël.

D'une lecture agréable, d'un style vif et piquant, ce livre est porteur d'espoir. Même s'il vise un peu trop utopiquement la fin de la civilisation du travail, il encourage la cristallisation d'une nouvelle conscience sociale de gauche. Il stimule la réflexion pour la réactualisation des principes éthiques relatifs à la solidarité et aux droits collectifs. Sa perspective d'action cherche à concilier « la demande de nouveaux droits sociaux qui émane de la société avec l'individualisme résolu qui s'y affirme ». La solidarité des faibles reste d'autant plus importante dans l'analyse qu'en politique, « la peur des sans-pouvoir est la seule limite à l'arrogance des puissants ».

L'auteur n'a pas rattaché de conclusion à son livre. Voilà sans doute la marque d'un bon éditorialiste, mais aussi celle d'un historien d'action, qui cherche à laisser grand ouvert l'avenir. Une mise

en garde toutefois : si « les névrosés de la solution unique peuvent bien changer de solution, ils ne changeront jamais de névrose. » Il faudra donc leur résister, ajoute-t-il, « avec la même sérénité que devant »... « Le communisme est mort. Le socialisme est impuissant. Le temps de l'anticapitalisme commence. » ■

Henri Sader

L'autre révolution

Comme l'indique bien le sous-titre (*Écologie et non-violence sur une planète en danger*), la révolution dont il est question ici est la révolution écologique, dans une perspective de non-violence. La distinction est maintenant bien établie entre les *environnementalistes*, qui veulent relever le défi de la crise écologique en corrigeant simplement le système, et les *écologistes*, dont le propos est de modifier en profondeur le système lui-même, particulièrement le « système productiviste » et de mettre en place un autre système politique. Il s'agirait alors réellement d'une révolution qui abolirait l'État centralisateur en faveur d'une centration sur le pouvoir local, d'abord municipal, dans une perspective auto-gestionnaire et dans une économie qui, sans avoir renoncé à une certaine industrialisation, abolirait le productivisme et l'obsession du marché.

Le livre comprend trois chapitres. Le premier fait un survol très succinct de la planète en danger, entremêlant les données factuelles à l'analyse sociopolitique. Le deuxième propose la stratégie de révolution non violente, dans la lignée de Gandhi, et propose les principes de l'écologisme. Le troisième chapitre aborde la question nationale sous l'angle de l'écologisme. Pour l'auteur, la recherche d'un État québécois est un cul-de-sac qui ne nous sort pas de la crise. Il faut une option écologique qui permette d'affirmer le fait culturel d'abord (il utilise le terme canadien ou *canayen* pour échapper à l'exclusivisme québécois) et de retrouver les racines communes avec les Amérindiens. L'insistance est à nouveau mise sur la non-violence. Le livre est complété par deux annexes : l'une sur les principes du « Left Green Network » ; l'autre sur la plate-forme du Réseau pour une « alternative » écologiste.

Il s'agit d'un petit livre intéressant, généreux, clair et fort agréable à lire, qui témoigne bien des recherches en cours chez les nouveaux militants. C'est un

livre très engagé, pour qui la révolution écologiste est une évidence et implique des harmoniques avec le féminisme, l'intégration dans la nature, la non-violence, la participation démocratique, la diversité culturelle. C'est également un livre qui témoigne bien des courants non officiels, on pourrait dire « underground ».

On peut toutefois reprocher à l'auteur de citer presque uniquement des sources de ce milieu, sans toujours présenter les nuances et les vérifications qui s'imposeraient, et de nous proposer un cheminement linéaire en suivant ses sources pas à pas, l'une après l'autre. La pensée se veut politique, mais ne dépasse jamais le niveau de l'utopie. Jean-François Beaudet formule des propositions avec beaucoup de conviction et semble très branché sur des actions de base. Sur ce point, son témoignage constitue une bouffée d'air frais et c'est une chance pour lui qu'un éditeur ait pris le risque de le publier.

Il faut souhaiter à l'auteur beaucoup de travail intellectuel en écologie stricte et en sciences politiques pour qu'il arrive à donner à sa pensée une plus grande maturité. ■

André Beauchamp

État et besoins de l'éducation

Vient de paraître le rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation sur l'état et les besoins de l'éducation : *Développer une compétence éthique pour aujourd'hui : une tâche éducative essentielle*.

La conclusion affirme fermement qu'il y a lieu de penser solidairement et de militer en faveur du pouvoir de tous de faire des choses librement. Ce ton énergique, optimiste et profondément humaniste traverse tout le rapport. En refermant la dernière page, on se plaît à rêver d'une école, d'une université et, au fond, de l'ensemble d'une société, qui témoigneraient des valeurs qu'il contient.

Prenant acte des divers changements sociaux, technologiques et politiques que nous vivons tous, le Conseil plaide pour une ascension de l'humanité :

« Accepter les interrogations qui jaillissent de la mutation sociale, aller au plus profond de la délibération intérieure qu'elles suscitent et au bout du débat collectif qu'elles requièrent, c'est vivre éthiquement. C'est à ce point que se situent une personne préoccupée du sens

qu'elle peut donner à sa vie et une société en quête d'éthique. » (p. 25)

Abondant, tour à tour, les questions que soulèvent les divers rapports à maintenir entre la formation scientifique et la formation générale, entre l'accessibilité et la qualité de l'éducation, entre l'expertise et la participation, entre la promotion personnelle ou collective et la solidarité et, enfin, entre la conservation et la transformation de la culture, le Conseil prend position on ne peut plus clairement pour le développement d'une compétence éthique, compétence qu'il estime aujourd'hui essentielle tant chez les éducateurs que chez leurs élèves.

Cette compétence n'étant pas innée, il y a lieu d'en assurer l'acquisition et l'école est, bien entendu, l'un des lieux privilégiés pour remplir cette tâche. Selon le Conseil, les établissements d'éducation devraient contribuer à son développement, en initiant les élèves à la recherche et au dialogue, en favorisant leur esprit critique et leur créativité et en les guidant sur la route de l'autonomie et de l'engagement. Pour ce faire, devraient être mis à contribution non seulement les diverses disciplines enseignées, tant celles à portée plus scientifique ou technique que celles à portée plus générale, mais également les activités parascolaires, les services à la communauté et l'encadrement institutionnel. Bref, le Conseil en appelle à l'ensemble du projet éducatif de chacun de ces établissements :

« C'est donc par tout ce qu'il est et par tout ce qu'il fait qu'un établissement d'éducation peut assumer la portée éthique de sa mission éducative et contribuer à développer une compétence éthique pour aujourd'hui. Chaque dimension de sa vie est finalement porteuse d'un message, plus ou moins explicitement. Et ce message est non seulement éducatif ; il est aussi, à proprement parler, éthique. » (p. 50)

À ceux qui risqueraient de se sentir dépassés par l'ampleur de la tâche, le Conseil prend bien soin d'indiquer que la plus modeste des contributions demeure toujours indispensable lorsqu'il est question de perpétuer le sentiment de responsabilité de la personne humaine. À ceux qui craindraient une orientation (trop) éthérée, le Conseil se fait rassurant et souligne qu'il s'agit surtout ici d'assurer un meilleur équilibre entre formation scientifique et formation générale :

« La créativité éthique ne peut se passer de ces savoirs disciplinaires et techniques qui donnent prise sur une réalité sociale en mouvement. Ce sont ces savoirs qui permettent de maîtriser les faits et les situations et d'en saisir la

dynamique. Et la compétence éthique dont on parle pour aujourd'hui est d'abord tributaire d'une juste lecture des faits et des situations. » (p. 51)

Et, enfin, pour ceux qui douteraient de la capacité des institutions à réaliser le projet proposé par le Conseil supérieur de l'éducation, une note finale devrait tinter encore longtemps à leur oreille :

« Au coeur des institutions comme des mouvements collectifs, derrière les moyens et les outils utilisés pour développer le discernement éthique, il y a des personnes dont l'influence, même discrète, s'avère primordiale. » (p. 38)

Inutile de dire que ce rapport est à lire. ■

Alain Bissonnette

Mister Mistral

Je me disais ces jours-ci qu'il y aura un hommage spécial à rendre à Serge Gainsbourg. Gainsbourg – l'âne pelé de nos belles consciences... Et puis je suis tombé sur le dernier Mistral : *Vautour*. Et ça a fait TILT. Et j'ai vu glisser le long du même et beau paradigme : Vautour, dit « Magnet Man » à cause des barreaux de métal qu'on lui plante dans la cage thoracique, Mistral lui-même, l'American way, ses désastres, des enfances avortées, Mistral-Vautour, petits frères morganatiques, et puis Gainsbourg-Vautour – pour le beau et pur plaisir d'une rime qui se découvre soudain nue, et signifiante...

Gainsbourg : « je suis en sursis de ma propre naissance ».

Mistral : « je suis un aveugle infirme en chaise roulante... et je suis au bord d'une piscine, et on me pousse... »

Mistral encore : « des lèvres... faites pour mâcher des chattes... là où Dieu dort ».

Gainsbourg : mais voir toute son oeuvre...

Voilà.

C'est ça *Vautour*. Un auteur-narrateur essaie de faire revivre les cendres d'un co-loc trop attachant, mort subitement à l'âge de Joplin, Hendrix, Morrison – et Caligula... Et l'auteur qui tremble encore, qui louche (« tout ce qui louche est rigoureusement, scrupuleusement authentique »), se met alors à écrire « un grand livre sensible à ton absence ».

Mistral écrivain moderne. Ouvert, branché (mais de grâce, pas au sens français-de-France du terme... – « je n'ai branché moi-même les dates que récemment »), infiniment greffable. Ce faux-vrai récit d'un mort toujours vivant est littéralement un récit hanté : Aquin, pour la forme, Robbie Krieger (des Doors), Molière, Heisenberg, Henry Fonda, pour le contenu, viennent faire bouger nos tables en formica...

Moderne et actuel. Le livre de Mistral est monté comme un clip : devant-derrrière, tantôt-demain, ici-ailleurs (« collage sadique (ou maso ?) de tes paroles et de leur sismographie qui rendra compte de ton passage parmi moi »). Clip en zoom-in : « je veux maintenant m'approcher de cette chair menacée ». Pour bien écraser les différences Vautour-Mistral, fiction-réalité : « c'est tout sur un même plan ».

Moderne. Mistral, intertexte lui-même. Réussissant le tour de force de figurer dans son livre, de s'appeler Mistral, enfant ou auteur de *Vamp*, puis de s'oublier tout à fait, de remplir l'air de son Vautour encore tout chaud, choukas ou chauve-souris, (« pendu par les seins et des crocs lui perçaient le poitrail l'accrochant au ciel moqueur »), puis de parler de lui-même, « une ordure sensible avec un don pour la pub » ; lui-même encore : « un produit de consommation de masse, une marinade quantique épicée du principe d'incertitude » ; puis de Mistral-Vautour : « je me sens vraiment

cloué sur une île avec Vautour » – et de faire écrire par l'éditeur le mot ROMAN en page couverture.

Parce que ça se lit comme.

Mais que ça dérange.

Parce que c'est écrit. Tout court.

Vautour, « cette façon d'errer de par la cabane en tournant sur lui-même, doigts épars et tête ondoyante, longue vague de viande rare, entière et pauvre penchant par derrière en écartant les bras pour dire *Hey, man, c'est évident, non ?* »

Mistral écrivain ? Mais c'est le mec qui peut, à chaque mot, chaque phrase, chaque détour, surprendre, vous prendre, vous, ou la poudre d'escampette. Qui réussit à vous lire le menu complet d'un dépliant de resto crado sans vous faire sourciller. Parce que vous attendez quelque chose. Et que ça va venir. Ou que c'est venu, avant, et que ça vous a chatouillé, piqué, agacé, ou terrassé. Parce qu'il est là, dans le détour, le camarade : chiant, tendre, génial, avec une tête à claque pas possible. Chiant et humble : « j'ai pris le job de Dieu avec des moyens d'avorton. » À Vautour qui l'apostrophe sur son job d'écrivain : « Je trouve ça malsain. T'es un bag lady qui se lève de bonne heure pour passer avant les vidangeurs », Mistral confesse : « voilà, t'as tout compris à la littérature »... Vraiment humble : « tous les chats qui reposent dans leur poilure de février vivent leur vie mieux que moi ».

Je m'emporte, je sais. C'est la faute à Mistral, clone loucheur, ici et ailleurs (« j'avais écumé leurs dictionnaires ») ; une mixture de VLB (notre première tête à claque nationale) et de Godbout dans une âme d'enfant qui joue à être flagorneuse... Ou – pléonasme – une âme de VANESSA qui jouerait à faire l'enfant se sachant assise sur du sang...

Gainsbourg est mort. Salut Mec.

Et du haut de ton ultime clope, salue bien bas Mister Mistral ! ■

Richard Dubois

références

Jacques Julliard, *Le génie de la liberté*, Paris, Seuil, 1990 ; 182 pages.

Jean-François Beaudet, *L'autre révolution. Écologie et non-violence sur une planète en danger*, St-Laurent, Fides, 1990 ; 166 pages.

Conseil supérieur de l'éducation, *Développer une compétence éthique pour aujourd'hui : une tâche éducative essentielle*, Québec, Les publications du Québec, Rapport an-

nuel 1989-1990 sur l'état et les besoins de l'éducation, 1990 ; 53 pages.

Christian Mistral, *Vautour*, Paris, XYZ (romannichels), 1990 ; 154 pages.

DÉVELOPPEMENT DURABLE POUR QUI ?

Dans son rapport *Notre avenir à tous*, la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (Brundtland) nous propose un survol de la situation mondiale de l'environnement en intégrant un point de vue tiers mondiste. La crise actuelle est à la fois écologique (destruction du milieu, épuisement des ressources, crise de l'énergie, etc.), économique (production industrielle multipliée par 50 depuis un siècle, dont les 4/5 depuis 1950) et sociale (écart de consommation entre les nantis et les pauvres). Or l'intérêt de l'effort conceptuel du rapport Brundtland consiste justement à relier ces trois crises en une seule : « non, de crise, il n'y en a qu'une ».

Pour parvenir à solutionner la crise, la Commission Brundtland propose un concept qu'elle veut opérationnel : le développement durable (ou soutenable selon la traduction). Il faut en effet parler de développement puisque la misère n'est pas souhaitable. « La pauvreté en soi est aussi une pollution ». La Commission parle de développement mais se refuse à parler de développement économique, car la preuve est faite par neuf, en ce cas, que le mot économique mange le mot développement, ce que n'ont malheureusement pas compris nos « Tables » fédérale et provinciale qui parlent de développement économique et d'environnement. « Business as usual ».

Le concept de développement durable repose donc sur une triple considération : la satisfaction des besoins, en commençant par ceux des plus démunis, le respect de l'équilibre des ressources et l'équité dans le temps et dans l'espace. Bref un objectif économique, un objectif écologique et un objectif éthique. Tenir ensemble les trois objectifs est un défi colossal, car cela ressemble un peu à additionner des pommes et des oranges. Paradoxalement, alors que l'on sait à peu près ce qu'est un écosystème en santé et que l'on peut évaluer le rendement soutenu, alors qu'on peut aussi évaluer les besoins humains, du moins pour les besoins primaires, personne n'ose trop dire ce qu'est l'équité.

L'équité n'est pas à confondre avec l'égalité. Mais il est difficile de définir ce qu'est un seuil acceptable d'inégalité au sein d'une société. Quand une inégalité devient-elle inéquitable ? Quand la différence devient-elle injuste ? Par exemple, le rapport de consommation d'énergie entre les pays développés et certains pays pauvres s'établit de 80

à 1. Le rapport de consommation tout court, de 40 à 1. Quand le salaire d'un ou une p.d.g. est-il inéquitable par rapport à celui de son plus bas salarié ? Écart de 5 à 1, de 10 à 1, de 20 à 1 ? L'insertion de la notion d'équité au sein du développement durable révèle une émergence de l'éthique au niveau des concepts politiques fondamentaux.

Tenir ensemble l'économie, l'écologie et l'équité au sein d'un même concept tient de l'utopie. Mais il est réjouissant de voir que l'on puisse arriver à mettre de l'avant de pareilles idées. Logiquement, on aurait pu s'attendre à ce que les milieux d'affaires éreintent pareil concept. Au contraire, ils ont plutôt décidé de réfléchir à la question. Mais en m'en tenant au Rapport du Groupe de travail national sur l'environnement et l'économie (Ottawa, septembre 1987), le résultat de cette réflexion ramène le problème au binôme environnement et développement économique en évinçant le thème de l'équité. La ruse est facile à percevoir. Mais comme les mots appartiennent à tout le monde et que le concept de développement durable est autrement plus ample que sa réduction stratégique à économie-écologie, un espoir demeure permis. Tout le processus décisionnel de nos sociétés amorce là un changement important.

Qui donc peut définir l'équité ? Il semble bien que sa vraie mesure réside dans l'égalité des chances plus que dans l'égalité du partage effectif. Ce qui laisserait entendre que la vraie mesure soit moins celle de la quantité des biens en soi que l'ouverture et la malléabilité des processus de développement. L'aliénation serait la pire inéquité. La mise à l'écart des pauvres et la dépendance qui les empêche de maîtriser leur devenir seraient alors les concepts clés de la mesure de l'inéquité. Si cela est vrai, on comprend qu'au plan international l'enjeu soit celui du développement endogène (en commençant par le rétablissement des termes de l'échange), comme à l'intérieur de chaque pays il passe par la mise en oeuvre d'une participation démocratique. L'équité consisterait d'abord à traiter les gens comme des sujets de leur destin et de leur développement plutôt que comme des spectateurs. Ce ne sera pas un mince défi. Mais j'ose continuer à croire qu'il y a là un espoir !

André Beauchamp

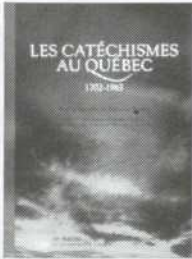
DES LIVRES À DÉCOUVRIR...

Sous la direction de Raymond BRODEUR en collaboration avec Brigitte CAULIER, Bernard PLONGERON, Jean-Paul ROULEAU et Nive VOISINE

Les catéchismes au Québec 1702-1963

En plus des 957 catéchismes qu'ils ont répertoriés, les auteurs ont voulu montrer les influences que ceux-ci avaient exercées sur la culture québécoise: religieuses et théologiques, politiques et économiques.

(Coédition: CNRS, Paris)
VIII-464 pages, 42 \$



Serge GAGNON

Plaisir d'amour et crainte de Dieu Sexualité et confession au Bas-Canada

La correspondance entre le curé de campagne et son évêque a mené l'auteur à un travail inédit, une «géographie» des moeurs bas-canadiennes.

VIII-208 pages, 19,95 \$



Brigitte CAULIER

L'eau et le sacré Les cultes thérapeutiques autour des fontaines en France du Moyen Âge à nos jours

Qu'il s'agisse d'un culte religieux ou d'une pratique médicinale, la croyance dans les vertus thérapeutiques des fontaines n'en demeure pas moins vive dans la France du Moyen Âge et d'aujourd'hui.

(Coédition: Beauchesne, Paris)
176 pages, 25 \$

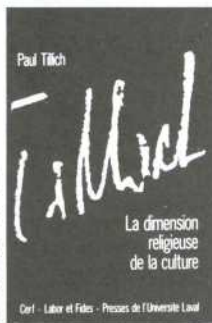


Paul TILLICH

La dimension religieuse de la culture Écrits du premier enseignement 1919-1926

La religion dans ses rapports avec la culture est le thème central de la pensée de Tillich, philosophe et théologien allemand, dont la pertinence des écrits a été redécouverte à l'occasion du centenaire de sa naissance.

(Coédition: Cerf, Paris; Labor et Fides, Genève) VIII-312 pages 34 \$



En vente
chez votre libraire ou chez l'éditeur

Cité universitaire
Sainte-Foy G1K 7P4
Tél. (418) 656 5106
Télec. (418) 656 3476

LES PRESSES DE L'UNIVERSITÉ LAVAL

relations

mai 1991 3,00\$ no 570

SOMMAIRE

face à l'actualité 99

Difficile démocratie (A.B.) – Les abus sexuels du clergé (F.T.) – Les médias et la guerre du Golfe (M.-F.C.) – Qui profitera du budget Wilson ? (R.B.)

dossier 103

Vu du Sud : le nouvel ordre international

François Morissette	Quel ordre international voulons-nous ?	104
Eduardo Galeano	Comme un enfant perdu...	105
Walter Fernandes	Rien de bon pour nous	108
Rachad Antonius	Pourquoi la guerre du Golfe ?	111
Jean-Marie Glé et Marc Maesschalck	L'ordre nouveau	114

en bref/environnement 116/126

articles 117

Gregory Baum	Le pluralisme ethnique au Québec	117
André Guindon	L'« inchangeable morale »	120

lectures 123

Carte de la page couverture tirée de l'*Atlas stratégique* de Gérard Chaland et Jean-Pierre Rageau (Bruxelles, Éd. Complexe, 1988, p. 11). Une édition entièrement mise à jour, tenant compte des récents bouleversements géopolitiques, paraîtra en avril 91.

NOTRE PROCHAINE SOIRÉE RELATIONS

Pour renseignements, écrire ou téléphoner à François Morissette ou Pauline Roy : 387-2541.

Surveiller l'annonce qui paraît dans *Le Devoir*, le jour même de la rencontre.

Le lundi 27 mai 1991, de 19h30 à 22h00, à la Maison Bellarmin
25 Jarry ouest (métro Jarry). L'entrée est gratuite.

mai (avril) 1991
Courrier de deuxième classe ; enregistrement no 0143
Port payé à Montréal
25, rue Jarry ouest, Montréal H2P 1S6